

ARCHIVES DE PARIS

Préfecture de la Seine : direction de l'hygiène, du travail et de la prévoyance sociale (1919-1935 au moins) et direction des affaires départementales [fin XIX^e siècle – vers 1947], puis direction des affaires sociales (1948-1958), puis direction de l'hygiène sociale (1959-1968).

Puis

Préfecture de Paris : direction générale de l'action sanitaire et sociale (1969-1977), puis direction départementale des affaires sanitaires et sociales de Paris (à partir de 1977).

**Lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme et la toxicomanie (1934-1981).
Lutte contre la tuberculose (1920-1982). Lutte contre le cancer (1947-1973).
Réorganisations administratives et territoriales consécutives de la loi du 10 juillet
1964 (1959-1974). Coordination des services sociaux (1941-1971).**

109W 1-82

Bordereau de versement
établi par Ali BULGAN
sous la direction d'Audrey CESELLI

Juin 2015

*Délais de communicabilité : librement communicables sauf
pour les articles 25, 44, 48-49, 56, 77-80 :
50 ans à compter de la date du document le plus récent.*

I/ INTRODUCTION	I
IDENTIFICATION DU FONDS	II
CONTEXTE.....	II
Histoire administrative	II
<i>LES GRANDES QUESTIONS SANITAIRES DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE AUX XIX^E ET XX^E SIÈCLES.....</i>	<i>II</i>
Les origines du mouvement hygiéniste	II
La lutte contre les fléaux sociaux	II
La lutte contre les maladies mentales	III
<i>Construction d'un dispositif asilaire national</i>	<i>III</i>
<i>Le développement des services libres.....</i>	<i>IV</i>
<i>La mise en place de la sectorisation psychiatrique.....</i>	<i>V</i>
La lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie	V
VERS UNE ACTION SANITAIRE ET SOCIALE DANS LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE PUIS DE PARIS.....	VI
Organisation des services administratifs	VI
<i>Des services distincts en charge des questions d'hygiène mentale et d'hygiène sociale</i>	<i>VI</i>
<i>Un regroupement de services qui préfigure une action sanitaire et sociale</i>	<i>VII</i>
<i>Une nécessaire coordination de l'information et de l'action sociale.....</i>	<i>VIII</i>
Les établissements et les structures de soins	X
<i>Les asiles et les colonies familiales.....</i>	<i>X</i>
<i>Les dispensaires</i>	<i>X</i>
<i>Les établissements de préventions et de cure</i>	<i>XI</i>
<i>Les centres de lutte contre le cancer</i>	<i>XII</i>
<i>Les consultations pour alcooliques et toxicomanes</i>	<i>XII</i>
CONTENU.....	XIII
Présentation et intérêt des documents	XIII
Tris et éliminations.....	XIV
Classement	XIV
Statut juridique.....	XV
Accessibilité.....	XV
BIBLIOGRAPHIE	XV
SOURCES COMPLÉMENTAIRES.....	XVIII
II/ ANNEXES.....	21
ANNEXE 1 : TABLE DE CONCORDANCE.....	21
ANNEXE 2 : SYNTHÈSE DE L'HISTOIRE ADMINISTRATIVES DES SERVICES PRODUCTEURS	23
I/ INTRODUCTION	

IDENTIFICATION DU FONDS

Ce tableau présente les données essentielles relatives au versement traité.

Cotes extrêmes	109W 1-82
Intitulé	Lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme et la toxicomanie (1934-1981). Lutte contre la tuberculose (1920-1982). Lutte contre le cancer (1947-1973). Réorganisations administratives et territoriales consécutives de la loi du 10 juillet 1964 (1959-1974). Coordination des services sociaux (1941-1971).
Dates extrêmes	1919-1982
Niveau de description	Dossiers
Conditionnement	Boîtes Cauchard
Métrage	9,70 ml
Support	Papier

CONTEXTE

Histoire administrative

LES GRANDES QUESTIONS SANITAIRES DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE AUX XIX^E ET XX^E SIÈCLES

Les origines du mouvement hygiéniste

Au XIX^e siècle, l'industrialisation en France provoque une vague de nuisance et d'insalubrité générale dans le pays favorisant l'apparition de nombreuses maladies. L'insalubrité des villes et des logements constitue un véritable fléau se traduisant par une surmortalité urbaine. À partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, les médecins hygiénistes préconisent la mise en place de mesures de prophylaxie¹ et d'hygiène sociale pour prévenir des maladies et maux touchant fortement la population : peste, choléra, fièvre typhoïde, mortalité infantile et surtout tuberculose.

L'hygiénisme correspond à la fois à une science et à un art de vivre visant à promouvoir la santé par des mesures destinées à prévenir les infections et l'apparition de maladies infectieuses. Une véritable politique d'assainissement est menée à partir de 1870. Cette politique permet de nettes avancées en termes bactériologiques (notamment découvertes scientifiques de Pasteur), les eaux usées sont désormais canalisées dans les égouts, des campagnes de vaccinations s'opèrent dans tout le pays et l'architecture urbaine connaît des transformations. En 1877, est créée la société française d'hygiène.

La lutte contre les fléaux sociaux

Au début du XX^e siècle, émerge véritablement le concept d'hygiène sociale. L'État tente alors de lutter contre les fléaux sociaux par la mise en place d'une politique préventive dans chaque département, s'adressant prioritairement aux foyers où règne la misère. Deux lois mettent en place des structures d'hygiène sociale : celle du 15 avril 1916 prévoit ainsi la création de dispensaires publics d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse et celle du 7

¹ La prophylaxie se définit comme l'ensemble des moyens médicaux mis en œuvre pour empêcher l'apparition, l'aggravation ou l'extension des maladies.

septembre 1919 institue des sanatoriums destinés spécifiquement au traitement de la tuberculose. Puis, est créé, par le décret du 4 décembre 1924, l'Office national d'hygiène sociale qui sera par la suite remplacé par l'Institut national d'hygiène en 1941. Cet institut a pour mission d'effectuer des travaux de laboratoire concernant la santé publique et de coordonner les enquêtes sanitaires menées dans le pays.

Au XX^e siècle, apparaît également la prise en charge par l'État d'autres maladies de masse, comme le cancer, ou de fléaux sociaux récurrents, comme la mortalité infantile. L'ordonnance du 1^{er} octobre 1945 précise le statut juridique des centres de lutte contre le cancer, jusque-là peu développés et dépendant souvent d'un autre établissement de santé, et les dote d'une organisation précise tout en leur conférant l'autonomie financière nécessaire au développement de leurs activités. Ces centres deviennent alors des établissements autonomes d'utilité publique ayant pour mission la mise en œuvre des mesures de lutte contre le cancer, la prévention et le dépistage de la maladie pour dispenser les soins nécessaires. C'est également en 1945 qu'est organisée la protection maternelle infantile (PMI), par l'ordonnance du 2 novembre qui prévoit la création de centres de PMI dans chaque département² : l'objectif de ces centres est de favoriser la protection généralisée de toutes les femmes enceintes, des jeunes mères venant d'accoucher et des enfants. Des visites pré et postnatales sont organisées, les mères reçoivent une formation adaptée pour élever leur enfant et tous les enfants sont désormais soumis à une surveillance médicale jusqu'à l'âge de six ans.

La lutte contre les maladies mentales

Construction d'un dispositif asilaire national

En parallèle au mouvement de l'hygiénisme, le XIX^e siècle se présente également comme le siècle d'or de l'aliénisme qui s'organise, dans les années 1830, autour d'une critique des structures alors en place pour accueillir les personnes touchées de troubles psychiatriques.

Les établissements dits « d'insensés » sont des lieux d'enfermement ayant pour but d'empêcher les aliénés de nuire à la société. Après de nombreuses critiques sur l'efficacité de ces établissements, est promulguée le 30 juin 1838 la loi dite « Esquirol » qui constitue le socle législatif de prise en charge des aliénés. Elle organise l'admission sous contrainte des aliénés en établissement par la procédure du placement volontaire (sur demande de la famille ou de l'entourage) et par celle du placement d'office (imposée par l'autorité administrative). Cette loi prévoit que chaque département dispose d'un asile d'aliénés³ afin de soigner convenablement les individus atteints de troubles mentaux et que l'autorité publique se charge de la direction et de la surveillance de tous les établissements publics et privés consacrés aux aliénés⁴.

La loi de 1838 est complétée le 18 décembre 1839 par une ordonnance⁵ qui prévoit la création d'une commission de surveillance dans chaque département. Ces commissions sont chargées « *de la surveillance générale de toutes les parties du service des établissements, sont appelées à donner leur avis sur le régime intérieur, sur les budgets et les comptes, sur les actes relatifs à l'administration, tels que le mode de gestion des biens, les projets de travaux, les procès à intenter ou à soutenir, les transactions, les emplois de capitaux, les acquisitions, les emprunts, les ventes ou échanges d'immeubles, les acceptations de legs ou donations, les*

² Ordonnance du 2 novembre 1945 sur la protection maternelle et infantile, article 1 et 2.

³ Loi du 30 juin 1838, dite « Loi des aliénés », titre I, article 1.

⁴ Loi du 30 juin 1838, dite « Loi des aliénés », titre II, III et IV de l'article 1.

⁵ Ordonnance royale du 18 décembre 1839 portant règlement sur les établissements publics et privés consacrés aux aliénés, titre I, article 1.

pensions à accorder s'il y a lieu, les traités à conclure pour le service des malades »⁶. Composées de cinq membres nommés par le préfet, les commissions de surveillance doivent donc non seulement veiller aux conditions de vie et de soins dispensés aux malades dans les asiles d'aliénés mais aussi contrôler les entrées et les sorties des malades. Les membres de ces commissions sont amenés à effectuer périodiquement des visites de contrôle dans les asiles donnant lieu à la rédaction de comptes rendus détaillés. Cependant, ces commissions ne sont pas habilitées à prendre des décisions mais peuvent seulement formuler des avis auprès de la direction des asiles et des autorités de tutelle.

Jusqu'au premier quart du XX^e siècle, les asiles continuent néanmoins de faire l'objet de nombreuses critiques tout comme la loi Esquirol, certains aliénistes pensant que les asiles ne guérissent pas ou peu les malades. En 1925, le journaliste Albert Londres mène une enquête sur les asiles d'aliénés et écrit : « *Les fous sont livrés à eux-mêmes. On les garde, on ne les soigne pas. Quand ils guérissent, c'est que le hasard les a pris en amitié. [...] Notre devoir n'est pas de nous débarrasser du fou, mais de débarrasser le fou de sa folie* »⁷. À partir de la fin des années 1920, les médecins hygiénistes pensent que l'hygiène corporelle et l'hygiène de l'esprit sont profondément liées. Selon eux, « *si le corps se porte bien, l'esprit lui-même se sentira sain et fort à l'aise* »⁸. C'est ainsi qu'émerge un nouveau concept, celui d'hygiène mentale. À la fin des années 1930, le concept de la psychiatrie s'impose face à celui de l'aliénisme ; dans la terminologie administrative, la dénomination « asile d'aliénés » est remplacée en 1937 par celle d'« hôpital psychiatrique »⁹.

Le développement des services libres

Pour dispenser de meilleurs soins aux malades, le docteur Édouard Toulouse crée en 1922, à Paris, le centre de prophylaxie mentale, premier « service ouvert »¹⁰ pour accueillir les malades en dehors du cadre de la loi de 1838. La circulaire du 13 octobre 1937 relative à la réorganisation de l'Assistance psychiatrique dans le cadre départemental prévoit la création de dispensaires d'hygiène mentale dans chaque département. Ces nouveaux dispensaires ont un rôle de dépistage et de triage effectués à l'aide de consultations externes organisées à l'hôpital psychiatrique du département. Les services libres sont destinés à l'hospitalisation des « *malades atteints de troubles psychiques qui ne présentent pas de réactions dangereuses pour leur entourage et qui n'élèvent pas de protestations à l'égard de leur hospitalisation. L'hospitalisation précoce des psychopathes dans de tels services, par suite de l'absence des formalités d'admission, permet une prophylaxie efficace, évite à un grand nombre de malades un internement toujours pénible et décharge les services de médecine générale de divers hôpitaux et hospices du département* »¹¹. La circulaire du 28 février 1951 sur les « services libres » vient clarifier la situation des services ouverts : « *Pour éviter toute confusion avec les cliniques ouvertes des hôpitaux ordinaires, il convient d'utiliser à l'avenir, pour les services de l'espèce, la dénomination de services libres* »¹².

⁶Ordonnance royale du 18 décembre 1839 portant règlement sur les établissements publics et privés consacrés aux aliénés, titre I, article 4.

⁷ Albert Londres, *Chez les fous*, Paris, Albin Michel, 1925, p.240-247.

⁸ Docteur A. Repond, « L'hygiène mentale et l'intellectuel », *Communication présentée à la réunion annuelle de la Murithienne à Monthey*, 25 juillet 1927. [En ligne]

In https://doc.rero.ch/record/23603/files/BCV_N_112_045_1927_031.pdf (Page consulté le 22/05/2012).

⁹ Circulaire du 13 octobre 1937 relative à la réorganisation de l'assistance psychiatrique dans le cadre départemental.

¹⁰ Créé en 1922, l'hôpital Henri-Rousselle est le premier « service ouvert » accueillant les aliénés.

¹¹ Circulaire du 13 octobre 1937 relative à la réorganisation de l'assistance psychiatrique dans le cadre départemental.

¹² Circulaire du 28 février 1951 relative au fonctionnement des services libres des hôpitaux psychiatriques.

La mise en place de la sectorisation psychiatrique

Au début des années 1960, la sectorisation ouvre un nouveau champ dialectique entre la psychiatrie dans les établissements et celle dite « hors les murs ». La circulaire du 15 mars 1960 relative au programme d'organisation et d'équipement des départements en matière de lutte contre les maladies mentales met en place le secteur psychiatrique. La sectorisation psychiatrique « *ne doit pas être entendue] comme une simple délimitation géographique des aires de travail d'un hôpital, mais dans son sens doctrinal véritable, comme une coordination fonctionnelle de toutes les activités hospitalières et extra-hospitalières concourant à la protection de la santé mentale dans une aire déterminée* »¹³. Cette circulaire définit le « secteur psychiatrique » comme unité de base de la distribution des soins au moyen d'un découpage géographique de proximité. Les dispensaires de lutte contre les maladies mentales mènent des actions de prévention, de diagnostic, de soins, de réadaptation et de réinsertion sociale. L'articulation des soins se tourne vers l'extra-hospitalier et le soin s'inscrit dans la durée. Les secteurs psychiatriques sont divisés en trois grandes catégories adaptées aux besoins des populations concernées : les secteurs de psychiatrie générale (population âgée de plus de seize ans), les secteurs de psychiatrie infanto-juvénile (enfants et adolescents) et les secteurs de psychiatrie en milieu pénitentiaire. La loi du 31 décembre 1985 relative à la sectorisation psychiatrique détermine le secteur comme principe d'organisation et de planification en psychiatrie.

La lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie

À la croisée des chemins entre hygiène mentale et hygiène sociale, se trouvent l'alcoolisme et la toxicomanie. Dès la fin du Second Empire, l'État tente de mener une politique de contrôle de la consommation de l'alcool pour limiter les effets que provoque cette boisson. La loi dite « Théophile Roussel » du 23 janvier 1873 relative à l'ivresse publique prévoit ainsi que les individus en état d'ivresse dans les lieux publics soient désormais punis d'une amende. À l'école, une éducation intensive visant à dévaloriser l'image de l'alcool et des consommateurs se met en place à la même époque. En janvier 1915, le gouvernement interdit la consommation de l'absinthe, boisson distillée qui concentre, selon les contemporains, tous les maux de l'alcoolisme¹⁴.

S'agissant de la prise en charge de l'alcoolisme, les médecins se désintéressent pendant longtemps de cette pathologie à faible rendement en notoriété scientifique au profit de la lutte antituberculeuse et antivénérienne. Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale que la lutte contre l'alcoolisme s'incarne dans un programme d'actions ciblées. En 1954, est promulgué le Code des débits de boisson et de lutte contre l'alcoolisme visant à protéger les mineurs de l'alcool. La même année est créé le Comité d'études et d'informations sur l'alcoolisme, tandis que des centres de cure et de désintoxication pour les alcooliques se développent. La loi du 15 mars 1960 prévoit la mise en place d'un programme d'organisation et d'équipement des départements en matière de lutte contre l'alcoolisme, qui reste à ce moment fortement associé aux maladies mentales. À la fin des années 1960, des campagnes gouvernementales de prévention apparaissent et mettent en avant les risques sanitaires et sociaux d'une consommation excessive d'alcool. La circulaire ministérielle du 14 mars 1972 fixe les

¹³ Archives de Paris, 109W 11 : brochure relative au service d'hygiène mentale et la coordination fonctionnelle en secteurs dans le département de la Seine (1961).

¹⁴ Bertrand Dargelos, « *Le bon grain et l'ivraie : Genèse et institutionnalisation de la lutte antialcoolique en France aux XIX^e et XX^e siècles* », Résumé de thèse de doctorat en science politique, sous la direction de Patrick Champagne, Paris, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2007, [En ligne].

In <http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/salontez7/theses/dargelos.pdf> (Page consultée le 13 mai 2015).

modalités administratives, techniques et financières du règlement départemental de lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme et les toxicomanies.

À la fin des années 1960, la consommation de drogues commence à émerger comme un des problèmes majeurs de la société française. Le gouvernement n'a aucun savoir-faire sur cette question et sollicite des psychiatres pour lutter contre la toxicomanie. Les premiers centres de toxicomanies sont créés à partir de 1970. L'État est convaincu que la toxicomanie est une pathologie qui nécessite un dispositif de soins spécifique différent de ceux dispensés aux alcooliques. Comme le souligne Nicole Maestracci, « *l'action des centres de soins créés à partir des années 1970 reposait sur une approche essentiellement psychologique et psychanalytique fondée sur la recherche très exigeante de l'abstinence* »¹⁵. La loi du 31 décembre 1970 relative aux mesures sanitaires de lutte contre la toxicomanie et à la répression du trafic et de l'usage illicite des substances vénéneuses considère l'usager de drogues comme un individu à la fois malade et délinquant.

VERS UNE ACTION SANITAIRE ET SOCIALE DANS LE DEPARTEMENT DE LA SEINE PUIS DE PARIS

Organisation des services administratifs

Des services distincts en charge des questions d'hygiène mentale et d'hygiène sociale

Contrairement à la lutte contre les fléaux sociaux, la prise en charge des malades mentaux est organisée dès avant la Révolution. Sous l'Ancien Régime, il existe un service des aliénés administré par l'Hôpital général, lui-même sous l'autorité du Parlement de Paris. À partir de janvier 1801 et jusqu'en 1849, le service des aliénés passe sous la tutelle du conseil général d'administration des hospices de Paris, compétence alors municipale. La loi du 10 janvier 1849 est à l'origine de la naissance de l'administration générale de l'Assistance publique, à laquelle le service des aliénés est rattaché. En 1867, le baron Haussmann, alors préfet de la Seine, promulgue un arrêté qui retire à l'Assistance publique le contrôle du service des aliénés, dorénavant géré directement par la préfecture¹⁶.

À partir de 1875, le service des aliénés est définitivement rattaché au 3^e bureau de la direction des affaires départementales de la préfecture de la Seine. Ce bureau a en charge les affaires touchant aux asiles : le personnel administratif et médical, l'administration provisoire des biens des aliénés, la gestion de l'organisation administrative et médicale, les budgets et comptes des établissements, la répartition des malades entre les divers asiles. Il veille également sur le bon fonctionnement de la commission de surveillance et s'occupe de la création de nouveaux asiles¹⁷. En 1911, le service des aliénés, toujours rattaché à la direction des affaires départementales, est divisé en trois bureaux : le bureau de l'administration des asiles auprès duquel est placée la commission de surveillance, le bureau de la tutelle des aliénés et des frais de séjour et le bureau de la recette des asiles publics d'aliénés de la Seine¹⁸. Vers 1932, le service des aliénés change de nom pour devenir le service de l'assistance départementale.

L'administration en charge des questions d'hygiène sociale se met en place plus tardivement et directement auprès de la préfecture de la Seine. Conformément à la loi du

¹⁵ Nicole Maestracci, « *Éléments d'histoire sur la politique de réduction des risques en France* », [En ligne].

In <http://www.ipubli.inserm.fr/bitstream/handle/10608/87/?sequence=28> (Page consultée le 13 mai 2015).

¹⁶ *L'AP-HP aujourd'hui : Organisation administrative, médicale et paramédicale*, Direction des Affaires Juridiques, 2011, p.2-8.

¹⁷ Archives de Paris, D1K3 : personnel et attributions des services (1898).

¹⁸ Archives de Paris, D1K3 : personnel et attributions des services (1911).

16 avril 1916, est créé par la délibération du conseil général du 10 juillet 1918 le dispensaire départemental d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse chargé de l'organisation, l'administration et la gestion des dispensaires, des sanatoriums et des préventoriums, du contrôle des visites à domicile et des distributions de matériels dans les établissements de cure et de préservation. Afin d'éviter toute confusion avec les établissements eux-mêmes, le dispensaire départemental prend dès 1918 le nom d'office public d'hygiène sociale du département de la Seine auprès duquel est placé un conseil de surveillance. À partir de 1919, l'office public d'hygiène sociale est rattaché à la direction de l'hygiène, du travail et de la prévoyance sociale¹⁹ et s'organise progressivement autour de deux services ayant chacun des sous-sections : le service administratif (sous-sections des dispensaires, des sanatoriums, de l'enfance, de la comptabilité du personnel et du contentieux, de l'approvisionnement, de la propagande et de la bibliothèque) et le service des établissements de l'office (sous-sections des dispensaires d'hygiène sociale, des établissements pour adultes et des établissements pour enfants).

Un regroupement de services qui préfigure une action sanitaire et sociale

Entre 1936 et 1941, l'office public d'hygiène sociale change de rattachement administratif pour rejoindre la direction des affaires départementales. Désormais, les questions d'hygiène sociale et d'hygiène mentale sont traitées par une seule et même direction de la préfecture : le service de l'assistance départementale (puis à partir de 1941 le service des établissements départementaux d'assistance) est placé auprès de la sous-direction de l'administration départementale²⁰ et l'office devient une sous-direction (sous-direction de l'office public d'hygiène sociale).

En 1948, les missions de ces deux sous-directions sont rattachées à la direction des affaires sociales du département de la Seine²¹ au sein de la sous-direction des établissements hospitaliers et charitables, et de la sous-direction de l'office public d'hygiène sociale qui devient en 1951 la sous-direction de l'hygiène sociale²². Dans le prolongement du décret du 24 mai 1948²³, est instituée par l'arrêté préfectoral du 3 mars 1952 une « commission de surveillance des établissements de cure et de préservation du département de la Seine ». Elle est chargée « *de la surveillance générale des établissements de cure, donne son avis sur le régime intérieur des établissements, sur les budgets et les comptes, sur le mode de gestion des biens, les projets de travaux, les procès à intenter ou à soutenir, les ventes, les acquisitions et les emprunts* »²⁴.

En 1959, est créée la direction de l'hygiène sociale du département de la Seine organisée autour de deux services (services centraux et services extérieurs) qui hérite de toutes les missions de la sous-direction de l'hygiène sociale et de la sous-direction des établissements hospitaliers et charitables. La même année est créé un service d'hygiène mentale au sein de la direction de l'hygiène sociale chargé de la lutte contre les déficiences mentales (hygiène et prophylaxie mentales), de la gestion et du contrôle des consultations de maladies mentales, des alcooliques et des toxicomanes et de la coordination des consultations de prophylaxie mentale du département. En outre, il s'occupe de l'agrément et du contrôle technique des

¹⁹ Archives de Paris, D1K3 : recueil des actes administratifs (1919).

²⁰ Archives de Paris, D1K3 : personnel et attributions des services (1935, 1942).

²¹ Archives de Paris, PER 418 : bottins Administratifs (1948, 1949).

²² Archives de Paris, D1K3 : organisation et attributions des services (1950).

²³ Article 15 du décret n°48-864 du 24 mai 1948 relatif à la création, l'aménagement, le fonctionnement et la surveillance des aériums.

²⁴ Article 18 du décret n°48-864 du 24 mai 1948 relatif à la création, l'aménagement, le fonctionnement et la surveillance des aériums.

établissements privés d'hygiène mentale²⁵. La direction de l'hygiène sociale organise également la lutte contre le cancer et crée en 1959 en son sein une commission technique consultative départementale ayant pour mission de mettre en place une politique de lutte anticancéreuse et de préciser les actions à mener sur le plan technique et pratique²⁶.

La loi du 10 juillet 1964 relative à la réorganisation de la région parisienne et l'article 25 de la loi du 31 juillet 1968 relative à la transformation des hôpitaux psychiatriques en établissements publics départementaux ou interdépartementaux, modifient le statut juridique et administratif des établissements de lutte contre les maladies mentales. Pour répondre à cette nouvelle organisation départementale en matière de santé, la direction de l'hygiène sociale disparaît et laisse sa place en 1969 à la direction générale de l'action sanitaire et sociale de Paris qui se décline en cinq sous-directions : la sous-direction des services communs chargée du contrôle administratif et financier des établissements à prix de journée, la sous-direction de l'action sociale chargée de la gestion du service de l'aide sociale, la sous-direction de l'action sanitaire chargée de la lutte contre les maladies mentales (2^e bureau), la tuberculose et les autres fléaux sociaux (3^e bureau), la sous-direction de la protection médico-sociale de l'enfance chargée de la protection maternelle et infantile et la sous-direction de l'aide sociale à l'enfance chargée des admissions, de la tutelle, des placements et des actions préventives dans le milieu familial.

Conformément au décret du 22 avril 1977, est créée la direction départementale des affaires sanitaires et sociales de Paris (DDASS)²⁷, qui hérite des attributions du directeur départemental de l'action sanitaire et sociale²⁸. Ainsi, elle gère notamment « les services départementaux compétents en matière de protection générale de la santé, de la surveillance sanitaire du milieu, de la lutte contre les fléaux sociaux »²⁹. Au sein de la sous-direction de l'action sanitaire, est placé le service de la lutte contre les fléaux sociaux chargé de l'organisation et de la coordination de la lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme et les toxicomanies, la tuberculose et les autres fléaux sociaux.

Une nécessaire coordination de l'information et de l'action sociale

Après la promulgation de la loi du 15 avril 1916 autorisant la création des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse, l'administration doit faire face à un nouveau problème, celui de la coordination des actions mises en œuvre dans le département pour lutter, à l'origine, contre la tuberculose. À partir des années 1920, de nombreuses institutions publiques et privées voient le jour dont les finalités sont très variées. Elles assurent une assistance médicale générale de dépistage de maladies contagieuses, de préservation sanitaire et de cure (hôpitaux publics et privées, dispensaires, consultations, préventoriiums, sanatoriums), une aide maternelle (consultations prénatales et de nourrissons) et une aide aux vieillards. Des infirmières visiteuses sont alors chargées non seulement de coordonner les différents dispensaires de l'office public d'hygiène sociale au moyen de statistiques rigoureusement tenues mais aussi de se rendre dans les foyers pour conseiller les familles et d'orienter les malades vers les institutions de soins adaptées³⁰. Néanmoins, il faut

²⁵ Archives de Paris, PER 418 : bottin administratif (1959-1962).

²⁶ Archives de Paris, 109W 61 : rapport relatif à la lutte contre le cancer dans le département de la Seine (30 novembre 1964).

²⁷ Décret n°77-429 du 22 avril 1977 portant organisation des directions régionales et départementales des affaires sanitaires et sociales.

²⁸ Archives de Paris, PER 418 : bottins administratifs (1969-1980).

²⁹ Article 13 du décret n°77-429 du 22 avril 1977 portant organisation des directions régionales et départementales des affaires sanitaires et sociales.

³⁰ Valérie Vignaux, « Femmes et enfants ou le corps de la nation », 1895. *Mille huit cent quatre-vingt-quinze*, 2002, p.6-7.

savoir que la coordination de l'information entre les différents établissements n'est pas une mission de l'office public d'hygiène.

Dans la circulaire du 15 avril 1923 relative aux besoins de coordination entre les institutions et les œuvres d'hygiène sociale, Paul Strauss, alors ministre de la Santé, définit la coordination comme étant le fait « *d'assurer la liaison la plus intime entre tous les services, toutes les œuvres de l'hygiène sociale, par les soins d'un organisme départemental, comité ou office* ». L'introduction de cette même circulaire précise que « *La lutte contre la tuberculose, contre les divers fléaux évitables, exige impérieusement une action méthodique, faute de laquelle risque de se produire le gaspillage des générosités et des dévouements* ». La circulaire du 26 août 1936 adressée aux préfets traite de la nécessité de développer la coordination et le 18 novembre 1936 est créé un comité de coordination dans le département de la Seine visant à assurer une meilleure prise en charge des familles³¹. Dans les années 1940, le terme de coordination fait essentiellement référence au mode de collaboration entre les différents services sociaux et les assistantes sociales. La coordination vise à déterminer la répartition du travail social et d'assurer les règles des liaisons entre les travailleurs sociaux³². Le 1^{er} janvier 1948 est mis en place le service départemental de coordination des services sociaux de la Seine rattaché à la direction des affaires sociales en charge également des questions d'hygiènes mentale et sociales. Ce service départemental assure la coordination de l'activité des services sociaux publics, semi-publics et privés de Paris et de la Seine, de l'édition et de la diffusion de publications de documentation sociale et législative intéressant les assistantes sociales³³. Ainsi, il coordonne les informations de manière à ce que toutes les institutions ayant une mission sociale soient renseignées sur l'activité, les ressources et le rayon d'action des œuvres voisines. Il assure également la répartition géographique des assistantes familiales, par la création de secteurs d'action sociale afin de ne laisser aucune famille en dehors de l'action des œuvres et de supprimer la concurrence entre les institutions charitables³⁴. L'organisation de la coordination est inscrite dans le cadre départemental et territorialisée en 100 circonscriptions (arrondissements de Paris, communes du département). Chaque circonscription dispose d'un secrétariat de coordination qui comprend l'assistante déléguée à la coordination et un comité local de coordination présidé par le maire, une permanence des assistantes sociales et des secrétaires de coordination chargés de tenir les fichiers de coordination à jour³⁵.

En 1960, est créée la sous-direction de la coordination des services sociaux rattachée à la direction de l'hygiène sociale³⁶. En 1969, la sous-direction de la coordination des services sociaux disparaît et laisse sa place au service départemental de coordination des services sociaux rattaché à la sous-direction de l'action sociale de la direction générale de l'action sanitaire et sociale. De 1970 à 1977, les missions de coordination des services sociaux dépendent du service social (1^{er} bureau) de la sous-direction de l'action sociale. À partir de 1977, la coordination des services sociaux est rattachée au 1^{er} bureau de la sous-direction de l'action sociale de la DASS de Paris.

³¹ Garcette Christine, « La coordination en travail social : principe et mode d'organisation », *Vie sociale*, 2008/3 N° 3, p.47-48.

³² Archives de Paris, 109W 73 : rapport relatif à la coordination des services sociaux (15 décembre 1954).

³³ Archives de Paris, PER 418 : bottins administratifs (1948, 1949).

³⁴ Archives de Paris, 109W 73 : rapport relatif au problème de la coordination des services sociaux (22 mai 1947).

³⁵ Archives de Paris, 109W 73 : rapport relatif à la coordination des services sociaux (novembre 1951).

³⁶ Archives de Paris, PER 418 : bottins administratifs (1962).

Les établissements et les structures de soins

Les asiles et les colonies familiales

Malgré la promulgation de la loi du 30 juin 1838, le département de la Seine accuse un retard non négligeable en ce qui concerne la construction des asiles d'aliénés. Pour pallier à ces déficiences, les aliénés sont alors dirigés vers les quartiers d'hospitalisation des hospices de Bicêtre et de la Salpêtrière, ou vers des asiles de province avec lesquels sont passés des contrats pour accueillir des malades parisiens.

La loi du 10 janvier 1849 relative à l'organisation de l'Assistance publique à Paris met en place un conseil de surveillance, présidé par le préfet de la Seine, qui définit l'orientation générale, les principes et les programmes de la prévention pour l'ensemble du département³⁷. Au début des années 1860, un plan d'organisation générale est en gestation pour doter le département de la Seine d'établissements en nombre suffisant qu'il pourra administrer directement en application de la loi du 30 juin 1838. Le baron Haussmann, préfet de la Seine, décide de lancer un vaste programme de construction d'asiles qui prévoit un asile central à Paris (Sainte-Anne) et un certain nombre d'asiles « extra muros » pour désencombrer les établissements parisiens³⁸. À partir de 1867, des établissements administrés par la préfecture sont construits et ouverts dans le département de la Seine (asiles de Sainte-Anne ouvert en 1867, Villejuif en 1884) et dans le département de Seine-et-Oise (asiles de Ville-Evrard ouvert en 1868, Perray-Vaucluse en 1869, Maison-Blanche en 1900 et Moisselles en 1906). À partir de 1892, de nouvelles structures départementales sont créées dans le centre de la France pour accueillir les aliénés « inoffensifs et incurables » : les colonies familiales de Dun-sur-Auron (Cher) en 1892 et celle d'Ainay-le-Château (Allier) en 1900 et la colonie agricole de Chézal-Benoit (Cher) en 1910.

Ces établissements, appelés hôpitaux psychiatriques à partir 1937, bénéficient d'un régime d'autonomie financière. Les budgets des établissements psychiatriques sont soumis à la commission de surveillance puis présentés et votés par le Conseil général. Ces établissements n'ont pas le statut de personne morale et sont sous l'autorité de la préfecture de la Seine. La loi du 10 juillet 1964, créant les nouveaux départements, puis la loi du 31 juillet 1968 (article 25), relative à la transformation des hôpitaux psychiatriques en établissements publics départementaux ou interdépartementaux, modifient la structure juridique et administrative des établissements de santé mentale. Les directeurs acquièrent l'entière compétence pour l'exécution des budgets. Le décret d'application du 9 juin 1970 installe des commissions administratives qui permettent à ceux-ci de recouvrer la responsabilité des travaux.

Les dispensaires

Les dispensaires sont des centres de santé où sont prodigués des soins aux malades de façon gratuite. Ils ont essentiellement un rôle de dépistage et de triage des malades au moyen de consultations externes et sont directement rattachés à l'office public d'hygiène sociale du département. Il faut distinguer cependant les dispensaires d'hygiène sociale et d'hygiène mentale. Les premiers sont prévus par la loi du 15 avril 1916 qui crée les dispensaires publics d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse. Ils sont chargés de dispenser une éducation antituberculeuse, de donner des conseils d'hygiène, d'assurer et de faciliter l'admission des malades atteints de maladies transmissibles dans les établissements (hospices,

³⁷ L'article 5 de la loi du 10 janvier 1849 relative à l'organisation de l'assistance publique à Paris expose de manière plus détaillée toutes les missions du conseil de surveillance.

³⁸ Gaëtane Lamarche-Vadel et Georges Préli, « L'asile », Volume 31 de Recherches: Centre d'études de recherches et de formation, février 1978.

sanatoriums, maison de cure ou de convalescence). Ces dispensaires doivent également organiser des consultations gratuites et des distributions de médicaments³⁹. Les seconds se développent en application de la circulaire du 13 octobre 1937 relative à la réorganisation de l'assistance psychiatrique dans le cadre départemental puisqu'elle prévoit la création d'un dispensaire d'hygiène mentale dans chaque département. Ces dispensaires d'hygiène mentale sont chargés d'assurer des consultations de maladies mentales, d'alcooliques et de toxicomanes. Le département de la Seine dispose d'un réseau de dispensaires d'hygiène mentale comme celui de l'hôpital Laënnec (39 rue de Varenne) et celui de de l'hôpital international de l'Université de Paris (42 boulevard Jourdan).

Les établissements de préventions et de cure

En matière d'hygiène sociale, après la promulgation de la loi du 15 avril 1916, de nombreux établissements du département de la Seine voient le jour comme les deux sanatoriums fondés à Hauteville dans l'Ain : Belligneux en 1912 et l'Albarine en 1930. D'autres sanatoriums sont édifiés ou passent sous la tutelle du département par conventions, notamment les sanatoriums de Bois-de-l'Ours en 1934 et de Fernand-Bezançon en 1929. De nombreux préventoriums sont également construits par le département de la Seine pour le traitement de la tuberculose chez les enfants (préventoriums de Lannelongue en 1925 ou d'Albert Calmette en 1930), tandis que des dispensaires d'hygiène sociale sont mis en place dans tout le département. Enfin, un centre de post-cure à Groslay reçoit les malades ayant terminé leur traitement médical afin de leur permettre une intégration progressive dans la société.

Les sanatoriums sont des lieux de repos spécialisés dans le soin des tuberculeux pour les malades traités par des cures d'air, de lumière et de soleil. Situés en plein nature (mer, montagne, forêt), ces établissements isolent les patients afin de leur éviter tout contact avec la population et d'empêcher la contagion de la maladie. L'admission des malades est prononcée par une commission médicale qui n'accepte que les cas susceptibles de guérison. Le prix de pension est payé soit par l'État, soit par des associations de bienfaisance⁴⁰. Quant aux préventoriums, ce sont des établissements médicaux accueillant des malades atteints de primo-infection tuberculeuse et reçoivent des enfants afin de les protéger des adultes présentant des symptômes actifs. Les enfants bénéficient d'une cure d'hygiène et de diététique sous surveillance médicale et des classes sont mises en place pour leur permettre de suivre leur apprentissage scolaire. Après une cure et un traitement médical suivis dans un sanatorium ou un préventorium et avant le retour dans le foyer familial, les malades sont envoyés dans des établissements de post-cure destinés principalement aux survivants de la tuberculose. Ces établissements offrent un suivi médical, psychologique, éducatif et social du patient et surtout un retour progressif à la vie en groupe. À partir des années 1950, ces établissements reçoivent également des malades sortant des hôpitaux psychiatriques.

À partir des années 1965-1970, les établissements de lutte contre la tuberculose doivent se reconverter puisque le nombre de malades atteints de la tuberculose baisse fortement en raison des efforts des hygiénistes et de la politique de vaccination mise en place dans les départements. On assiste au démantèlement du dispositif de prévention, de soins et de réinsertion. Certains sanatoriums se convertissent en centre de réadaptation respiratoire ou en centre de convalescence⁴¹.

³⁹ Article 1^{er} de loi du 15 avril 1916 relative à la création des dispensaires publics d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse.

⁴⁰ Henri Barth, « La tuberculose à Paris et les sanatoriums populaires », *Revue des Deux Mondes*, tome 2, 1901, p.916-917.

⁴¹ Victor Schwach, *Les SSR : hier, aujourd'hui...et demain ? Les soins de suite et de réadaptation*, Fondation Arc-en-Ciel, 2014, p.22-24.

Les centres de lutte contre le cancer

En 1921, le docteur Gustave Roussy ouvre le premier centre de consultation de cancérologie dans le département de la Seine. En 1925, le conseil général de la Seine crée le Centre régional de lutte contre le cancer de la banlieue parisienne. En 1926, Gustave Roussy crée l'Institut du cancer à Villejuif. L'année suivante, cet institut est reconnu d'utilité publique et deviendra par la suite l'Institut Gustave-Roussy après le décès de son fondateur en 1950. Cette structure dispense non seulement des enseignements aux étudiants en médecine et des soins aux malades atteints du cancer mais mène également des recherches sur le cancer. L'augmentation des activités de l'établissement conduit à la construction de nouveaux locaux toujours à Villejuif ; décidés en 1964, ils seront inaugurés en 1980.

Les consultations pour alcooliques et toxicomanes

Avant 1953, il n'existe pas consultation de désintoxication alcoolique officielle dans le département de la Seine. Le 1^{er} octobre 1953 sont ouvertes quatre consultations dans le cadre du service de prophylaxie mentale de l'office public d'hygiène sociale avec le concours du ministère de la Santé publique qui prend en charge 50% des frais de fonctionnement de ces consultations. L'organisation de la lutte antialcoolique dans le département de la Seine est le fruit de l'application de la loi du 15 avril 1954 relative au traitement des alcooliques dangereux pour autrui. En 1956, on dénombre 13 centres de consultations dans tout le département⁴². En 1955, sont créées une section de rééducation pour alcooliques à l'hôpital psychiatrique de Ville-Evrard⁴³ et une section de rééducation pour alcooliques au sein de l'hôpital psychiatrique de Sainte-Anne⁴⁴. En 1958, est créée l'Association de santé mentale et de lutte contre l'alcoolisme qui gère tous les dispensaires intra-muros. L'association est subventionnée par le département pour les projets de création ou d'aménagement de dispensaires. Le département exerce cependant un contrôle financier sur les dispensaires et sur l'association elle-même⁴⁵.

En matière de la lutte contre la toxicomanie, des services de cure et de désintoxication se mettent en place au début des années 1970 au sein d'établissements psychiatriques pour recevoir les malades. En 1972, trois établissements psychiatriques reçoivent les malades : l'hôpital Paul-Marmottan, l'hôpital Fernand-Widal et l'hôpital psychiatrique de Sainte-Anne.

⁴² Archives de Paris, 109W 11 : rapport au conseil de surveillance de l'office public d'hygiène sociale relatif au fonctionnement des consultations de désintoxication alcoolique du département pour l'année 1955 (juin 1956).

⁴³ Archives de Paris, 109W 11 : rapport relatif à l'organisation d'une section de rééducation pour alcooliques à l'Hôpital psychiatrique de Ville-Evrard (1^{er} octobre 1957).

⁴⁴ Archives de Paris, 109W 11 : correspondance relative à la création d'une section de rééducation pour le traitement des alcooliques dangereux pour autrui (10 mars 1956).

⁴⁵ Archives de Paris, 109W 29 : délibération du conseil général de la Seine (17 mars 1961).

CONTENU

Présentation et intérêt des documents

Le versement 109W est susceptible d'intéresser tout à la fois l'histoire sociale, l'histoire de la psychiatrie et des fléaux sociaux dans le département de la Seine de 1919 à 1982. Il témoigne de l'évolution de la politique sanitaire et sociale du département et les moyens mis en place dans l'organisation de la lutte contre les maladies mentales, de l'alcoolisme, de la toxicomanie, de la tuberculose et du cancer.

En matière de lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme, la toxicomanie, la tuberculose et le cancer, les documents versés traitent en premier lieu de l'organisation et de la coordination des actions menées dans le département. Les documents relatifs aux conseils et commissions de surveillance des hôpitaux psychiatriques, des sanatoriums, des préventoriiums et des structures de lutte contre le cancer, renseignent sur le fonctionnement de ces établissements. Quelques dossiers d'enquêtes et de statistiques, comprenant des circulaires, les rapports de synthèse, les questionnaires et les statistiques elles-mêmes, donnent des informations sur le nombre de malades reçus par chaque établissement, sur l'état des équipements et les effectifs du personnel. En outre, quelques dossiers concernent la politique de conventionnement du département de la Seine avec les asiles d'aliénés en province au XX^e siècle et avec les établissements de cure et de préservation permettent de comprendre les avantages que tire le département en menant une telle politique. Toujours dans cette optique d'organisation et de coordination, le versement 109W contient des dossiers qui témoignent de la mise en place des politiques sanitaires de lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme, la toxicomanie, la tuberculose et le cancer dans le département. Ces dossiers sont constitués de circulaires ministérielles, des mémoires et des délibérations du conseil de Paris et du conseil général, de textes réglementaires, de procès-verbaux de réunions et de rapports.

En second lieu, les documents versés traitent du contrôle et du suivi des établissements et structures. Les dossiers relatifs à l'administration et à la gestion des établissements et structures d'hygiène mentale et d'hygiène sociale (comptes administratifs, budgets, rapports d'activités) apportent des informations sur la gestion financière et la répartition des dépenses et des recettes de chaque établissement. Par ailleurs, le versement 109W renferme également des documents relatifs à la création des dispensaires d'hygiène sociale, des sanatoriums et des préventoriiums du département de la Seine comme les délibérations du conseil général, des plans ainsi qu'une correspondance abondante entre les directeurs des établissements et les services préfectoraux. Les plans de construction des sanatoriums et des préventoriiums permettent de mieux visualiser la façon dont est pensé l'espace interne et externe de ces établissements pour accueillir au mieux les malades au moyen d'une architecture spécifique. Les délibérations et la correspondance sont une source importante pour la compréhension de la politique du département quant aux enjeux liés à la construction de ces établissements. Quelques documents figurés (photographies, brochures, plaquettes) sont également présents dans le fonds et témoignent de l'architecture des établissements (façades) et mettent en scène les enfants et le personnel. En outre, quelques documents concernent l'Institut Gustave-Roussy (procès-verbaux de la commission technique et consultative de la lutte contre le cancer, délibérations du conseil général, arrêtés préfectoraux), qui permettent de suivre la création d'une institution emblématique de la lutte contre le cancer et de cerner les liens entretenus avec les services préfectoraux.

En troisième lieu, se trouvent des dossiers traitant des relations entre les services préfectoraux et les associations de santé mentale, d'alcoolisme, de toxicomanie, de tuberculose et de cancer. Ces associations, reconnues d'utilité publique, gèrent des

dispensaires ou des centres de consultations dans la ville de Paris et peuvent être subventionnées par le département pour un projet de création ou d'aménagement de dispensaire. Les comptes rendus de réunions, les rapports d'activités et les budgets permettent de connaître le champ d'action, l'influence et le rôle joué par ces associations dans le dispositif départemental de lutte contre les fléaux sociaux.

Quelques dossiers concernent de la réorganisation de la région parisienne et des services préfectoraux, de dévolution des biens, droits et obligations de l'ex-département de la Seine et de la transformation du statut des établissements départementaux. Ces dossiers, composés de textes officiels, mémoires et délibérations du conseil de Paris, rapports et comptes rendus de réunion, permettent de mieux appréhender d'une part l'impact des changements survenus dans l'administration territoriale sur les services administratifs du département et particulièrement sur ceux en charge de l'hygiène mentale et de l'hygiène sociale et d'autre part, sur la transformation des établissements de cure et de prévention en établissements publics.

Enfin, les archives relatives à la coordination des services sociaux constituent une partie non négligeable de ce fonds. Pensée à l'origine pour coordonner les établissements de cure et de préservation au début des années 1920, il est créé en 1936 un comité de coordination dans le département de la Seine visant à assurer une meilleure prise en charge des familles par les institutions et les œuvres de l'hygiène sociale. Le versement 109W ne contient aucun document relatif à ce comité. Toutefois, il apparaît, à travers ces archives couvrant une trentaine d'année (1941-1971), que le service départemental de la coordination des services sociaux, qui remplace le comité de coordination à partir de 1948, a élargi son champ de compétence et se voit attribuer de nouvelles missions d'assistance et d'expertise sur des sujets variés (accueil des rapatriés, populations immigrées, aide aux sinistrés, protection maternelle et infantile). Il faut également noter la présence de rapports d'enquête, de comptes rendus et de statistiques élaborés par les assistantes sociale sur le terrain. Ces enquêtes, qui concernent pour la plus grande partie les conditions du logement des rapatriés nord-africains et des travailleurs étrangers, témoignent de la politique départementale menée par la préfecture de la Seine en matière d'action sociale.

Tris et éliminations

Les documents cotés 1513W1-58, versés aux Archives de Paris en 1993 sans tri préalable et non classés, représentaient près de 17 ml conditionnés dans des cartons de type dimab (aléatoirement remplis).

Lors du classement de ce fonds, ont été éliminés près de 6 ml de documents : brouillons, documents vierges, doubles présents en grande quantité mais aussi des documents n'ayant pas d'intérêt à être conservés à titre historique : documents comptables (devis de travaux, mandatement, marchés, registres de recouvrement des frais de séjour des aliénés), documents relatifs à la gestion administrative du personnel (recrutement, fiches de congés), documents relatifs à l'entretien des locaux et documentation.

Le versement, recoté en 109W, comporte désormais 82 articles représentant 9,7 ml.

Classement

Les documents conservés sous la cote 109W (issue de la recotation du 1513W) ont été versés par la direction de l'action sociale, de l'enfance et de la santé de la Ville de Paris. Ce versement rassemble des fonds produits initialement par trois services administratifs distincts : le service des aliénés de la direction des affaires départementales, l'office public

d'hygiène sociale de la direction de l'hygiène, du travail, et de la prévoyance sociale et le service départemental de la coordination des services sociaux. Suite à des réformes et des réorganisations administratives, ces services ont été regroupés dès 1948 et ont évolué au sein d'une même direction de la préfecture de la Seine puis de Paris (1948-1977) : direction des affaires sociales puis direction des affaires sociales, puis direction de l'hygiène sociale, puis direction générale de l'action sanitaire et sociale, avant d'intégrer en 1977 la direction des affaires sanitaires et sociales de Paris.

Les documents auraient dû faire l'objet de versements distincts afin de garantir le respect des fonds et le respect de la provenance des documents émanant d'un même producteur. Témoins d'une histoire administrative complexe, les documents produits par ces services en charge des questions d'hygiène sociale, d'hygiène mentale et de la coordination de l'action sociale ont été mélangés et rassemblés anarchiquement dans un même versement. Ce versement est composé de dossiers épars et parcellaires qui ont été complexes à structurer intellectuellement au sein d'un plan de classement. De plus, il est apparu que des dossiers produits par des agents de différents services au sein d'une même direction avaient été rassemblés de manière documentaire pour être alimentés par une tierce personne.

En définitive, un plan de classement thématique a été retenu pour refléter les grandes missions administratives exercées par ces services. Ainsi, il se décline autour des grandes parties suivantes : la lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme et la toxicomanie ; la lutte contre la tuberculose ; la lutte contre le cancer ; puis la coordination des services sociaux. Il n'a pas été possible de leur rattacher les quelques dossiers relatifs à la réorganisation administrative de la région parisienne et des services en application de la loi du 10 juillet 1964, dossiers à la fois transverses et particuliers. Ceux-ci ont été placés dans une partie spécifique et autonome.

CONDITIONS D'ACCÈS ET D'UTILISATION

Statut juridique

Les archives présentées dans ce bordereau de versement sont des archives publiques telles que les définit l'article L. 211-4 du Code du Patrimoine.

Accessibilité

Elles sont communicables de plein droit à l'exception des documents présentant des données nominatives soumises à des délais de communication spécifiques, selon l'article L. 213-2 du Code du Patrimoine : pour les documents mettant en cause la vie privée des personnes, la communicabilité est de 50 ans à compter de la date du document le plus récent (articles 109W 25, 44, 48-49, 56, 77-80).

BIBLIOGRAPHIE

Les cotes des ouvrages sont indiquées entre parenthèses, quand ceux-ci sont conservés dans la bibliothèque des Archives de Paris.

Histoire de l'hygiénisme

BARTH Henri, « La tuberculose à Paris et les sanatoriums populaires », *Revue des Deux Mondes*, tome 2, 1901, p.890-920.

BAUDOUIŔ Rémi et COHEN Yves, *Les chantiers de la paix sociale (1900-1940)*, ENS Éditions, 1995.

COMITI Vincent-Pierre, *Les textes fondateurs de l'action sanitaire et sociale : sept siècles d'histoire des institutions, des droits de l'Homme, de la santé, du travail et du social*, Éditions ESF, 2002.

DEGUIRAL René, *L'hygiène sociale, principes, méthodes, organisation*, Privat, 1953.

DUCLAUX Émile, *L'hygiène sociale*, F. Alcan, 1902.

GARCETTE Christine, « La coordination en travail social : principe et mode d'organisation », *Vie sociale*, 2008/3 n° 3, p.45-54.

GUESLIN André, *Les gens de rien. Une histoire de la grande pauvreté dans la France du XXe siècle*, Édition Fayard, 2004.

JORLAND Gérard, *Une société à soigner. Hygiène et salubrité publiques en France au XIXe siècle*, Paris, Gallimard, collection « Bibliothèque des Histoires », 2010.

L'AP-HP aujourd'hui : Organisation administrative, médicale et paramédicale, Direction des Affaires Juridiques, 2011.

MAREC Yannick et PETIT Jacques-Guy, *Le social dans la ville, en France et en Europe (1750-1914)*, Éditions de l'Atelier, 1996.

MURARD Lion et ZYLBERMAN Patrick, *L'hygiène dans la République : la santé publique en France ou l'utopie contrariée, 1870-1918*, Paris, Fayard, 1996.

QUINCY-LEFEBVRE Pascale, « Une professionnalité sociale dans le champ judiciaire : la place des assistantes dans la justice des mineurs avant 1958 », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, 12 | 2010, p.41-63.

SCHWACH Victor, *Les SSR : hier, aujourd'hui...et demain ? Les soins de suite et de réadaptation*, Fondation Arc-en-Ciel, 2014.

SEIGNAN Gérard, « L'hygiène sociale au XIX^e siècle : une physiologie morale », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 2010, p.113-130.

VIGNAUX Valérie, « Femmes et enfants ou le corps de la nation », *1895. Mille huit cent quatre-vingt-quinze*, 2002.

WOJCIECHOWSKI Jean-Bernard, *Hygiène mentale et hygiène sociale. Contribution à l'histoire de l'hygiénisme*, tome 1, Editions Harmattan, 1997.

Histoire de la psychiatrie

AKROUR Akli, *La psychiatrie - Histoire, courants, classification*, Québec, Option santé, 2010.

BARUK Henri, *La Psychiatrie française de Pinel à nos jours*, Paris, PUF, 1967.

CASTEL Robert, *L'Ordre psychiatrique, L'âge d'or de l'aliénisme*, Paris, Éditions Minuit, 1976.

CHAMPENOIS-MARMIER Marie-Pierre et SANSOT Jean, *Droit, folie, liberté. La protection de la personne des malades mentaux (loi du 30 juin 1838)*, Paris, PUF, 1983.

DRAGON Jules, *Des aliénés et des asiles d'aliénés*, Paris, Delahaye, 1875.

DEUTSCH C., « Histoire des associations en Santé Mentale au cours du XX^e siècle », 2014.

DUCHÊNE Henri, « Tâches d'hygiène mentale dans la psychiatrie de secteur », *L'information psychiatrique*, volume 85, p.195-198.

FOUCAULT Michel, *Folie et déraison : histoire de la folie à l'âge classique*, Paris, Plon, 1961.

FOUCAULT Michel, *Penser la folie*, Paris, Galilée, 1992.

HOCHMANN Jacques, *Histoire de la psychiatrie*, PUF, 2004. [8°5407]

GAUCHET Marcel et SWAIN Gladys, *Dialogue avec l'insensé, A la recherche d'une autre histoire de la folie*, Paris, Gallimard, 1994.

LAMARCHE-VADEL Gaëtane et PRÉLI Georges, « L'asile », *Volume 31 de Recherches: Centre d'études de recherches et de formation*, février 1978. [4Cb 621]

LONDRES Albert, *Chez les fous*, Paris, Albin Michel, 1925.

MISSA Jean-Noël, *Naissance de la psychiatrie biologique*, Paris, PUF, 2006.

QUÉTEL Claude, *Histoire de la folie : de l'antiquité à nos jours*, Tallandier, 2009. [8°5426]

QUÉTEL Claude et POSTEL Jacques, *Nouvelle histoire de la psychiatrie*, Paris, Dunod, 2009.

ROUDINESCO Élisabeth, *Histoire de la psychanalyse en France*, Paris, Fayard, 1994.

Histoire de l'alcoolisme et de la toxicomanie

BERNARD Henri, « Alcoolisme et antialcoolisme en France au XIX^e siècle », *Histoire, économie et société*, 1984, volume 3, p.609-628.

DARGELOS Bertrand, « *La lutte antialcoolique en France depuis le XIX^e siècle* », Éd. Dalloz-Sirey, 2008.

LECOURT Dominique, *Dictionnaire de la pensée médicale*, Paris, PUF Quadrige, 2004.

Instruments de recherche publiés

FOSSOYEUX Marcel, *État des établissements d'assistance publique nationaux, départementaux, municipaux et des œuvres subventionnées de la ville de Paris et du département de la Seine*, Montévrain, impr. de l'École d'Alembert, 1908.

RICHÉ Sophie, RIQUIER Sylvain, *Des hôpitaux à Paris : État des fonds des Archives de l'AP-HP XII^e-XX^e siècle*, Paris : AP-HP, 2000. [8°3674]

Sitographie

<http://psychiatrie.histoire.free.fr/>

SOURCES COMPLÉMENTAIRES

Sources imprimées

Bottins Administratifs, 1942-2014. [PER 418]

Bulletin des lois de la République Française : lois et décrets d'intérêt général, 1916. [D1K1]

Conseil supérieur de l'assistance publique, fascicules 11 à 20, Loi de 1838 sur les aliénés, Paris, Imprimerie nouvelle, 1888. [4°1702 (2)]

Conseil supérieur de l'assistance publique, fascicules 26 à 30, Révision de la loi sur les aliénés en 1890, Paris, Imprimerie nouvelle, 1891. [4°1702 (2)]

Mémoire au Conseil Général, Service des aliénés, Paris, Imprimerie municipale, 1898-1907. [4°1372]

Mémoires de M. Le Préfet de la Seine et de M. Le Préfet de police et procès-verbaux des délibérations : quatrième session de 1918, Paris, Imprimerie Municipale, 1919. [D7K3]

Monographies des services départementaux, Préfecture de la Seine, Aliénés, Paris, Imprimerie municipale, 1906. [8°3239]

Personnel et attributions des services du département de la Seine et de la ville de Paris, Paris, Imprimerie Municipale, 1898, 1911, 1935 et 1942. [D1K3]

Organisation et attributions des services du département de la Seine et de la ville de Paris, Paris, Imprimerie Municipale, 1950. [D1K3]

Recueil des actes administratifs de la préfecture du département de la Seine, année 1919, Paris, Imprimerie Municipale. [D1K3]

SOULIGNAC F., *Monographie des équipements psychiatriques en France*, Paris : Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne, 1968. [10 Eb 154]

II/ ANNEXES

ANNEXE 1 : TABLE DE CONCORDANCE

Ancienne cote	Nouvelle cote	Ancienne cote	Nouvelle cote
1513W1	109W 44, 56, 57	1513W17	109W 9, 10, 51
1513W2	109W 71, 72	1513W18	109W 11, 29, 58, 61, 70
1513W3	109W 14, 15, 50	1513W19	109W 4, 5, 12
1513W4	109W 50, 72	1513W20	109W 20, 27, 60
1513W5	109W 49, 58	1513W21	109W 2, 26, 29
1513W6	109W 53, 59	1513W22	109W 17
1513W7	109W 21, 52	1513W23	109W 1, 3, 10, 11, 71
1513W8	109W28	1513W24	109W 30, 31, 33
1513W9	109W 26, 54, 55, 56, 57	1513W25	109W 31, 34, 35
1513W10	109W 54, 55, 56, 57, 59, 60	1513W26	109W 32, 36, 37
1513W11	109W 49, 51, 57	1513W27	109W 32, 38, 39
1513W12	109W 12, 13	1513W28	109W 40, 41, 42, 43
1513W13	109W 22	1513W29	109W 6, 46
1513W14	109W 15, 17, 22	1513W30	109W 4, 6
1513W15	109W 16, 19, 26	1513W31	élimination intégrale
1513W16	109W 2, 5, 10, 47	1513W32	109W 44, 75, 76, 77

Ancienne cote	Nouvelle cote	Ancienne cote	Nouvelle cote
1513W33	109W 20, 27, 28	1513W46	109W64
1513W34	109W 15, 73, 74	1513W47	109W 65, 67
1513W35	109W 4, 45, 46	1513W48	109W 65, 66, 68, 69
1513W36	109W 11, 14, 77, 78, 82	1513W49	109W 66, 67, 69
1513W37	109W 18, 78, 79, 80, 82	1513W50	109W69
1513W38	109W 23, 24, 25	1513W51	109W 27, 81
1513W39	109W 23, 25	1513W52	109W 48, 61
1513W40	109W 6, 8	1513W53	109W 29, 44, 45, 51
1513W41	109W 7, 49	1513W54	109W 6, 11, 48
1513W42	109W 3, 6	1513W55	109W 10, 75, 80
1513W43	109W 1	1513W56	109W 5, 10, 48
1513W44	109W 62, 68	1513W57	109W 9, 44, 61, 72, 75
1513W45	109W 62, 63, 64	1513W58	109W 79, 82

ANNEXE 2 : SYNTHÈSE DE L'HISTOIRE ADMINISTRATIVES DES SERVICES PRODUCTEURS

Services en charge de la lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme et la toxicomanie

Service des aliénés de la direction des affaires départementales [fin XIX^e siècle – vers 1931] puis service de l'assistance départementale de la direction des affaires départementales (3^e bureau) [vers 1932 – 1935 au moins] puis service des établissements départementaux d'assistance de la sous-direction de l'administration départementale de la direction des affaires départementales (1941 au moins-1943) puis bureau des établissements d'assistance de la sous-direction des établissements départementaux d'assistance de la direction des affaires départementales (1946 -1947) puis bureau des établissements d'assistance de la sous-direction des établissements hospitaliers et charitables de la direction des affaires sociales (1948 – 1955) puis bureau des établissements hospitaliers départementaux de la sous-direction des établissements hospitaliers et charitables de la direction des affaires sociales (1956 au moins – 1961) puis bureau des établissements hospitaliers départementaux de la sous-direction des établissements hospitaliers de la direction de l'hygiène sociale (1962- 1968) puis bureaux du service des établissements hospitaliers de la sous-direction de l'action sanitaire de la direction générale de l'action sanitaire et sociale (1969) puis 2^e bureau de la sous-direction de l'action sanitaire de la direction générale de l'action sanitaire et sociale (1970-1977) puis service de la lutte contre les fléaux sociaux de la sous-direction de l'action sanitaire de la DASS de Paris (à partir de 1977).

Services en charge de la lutte contre la tuberculose

Office public d'hygiène sociale du département de la Seine de la direction de l'hygiène, du travail et de la prévoyance sociale (1919-1935 au moins) puis office public d'hygiène sociale du département de la Seine de la direction des affaires départementales (1941 au moins) puis sous-direction de l'office public d'hygiène sociale de la direction des affaires départementales (1942 - 1947) puis office public d'hygiène sociale de la direction des affaires sociales (1948 – 1950) puis sous-direction de l'hygiène sociale de la direction des affaires sociales (1951-1958) puis services administratifs de la direction de l'hygiène sociale (1959-1968) puis services administratifs de la sous-direction de l'action sanitaire de la direction générale de l'action sanitaire et sociale (1969) puis 3^e bureau de la sous-direction de l'action sanitaire de la direction générale de l'action sanitaire et sociale (1970-1977) puis service de la lutte contre les fléaux sociaux de la sous-direction de l'action sanitaire de la DASS de Paris (à partir de 1977).

Services en charge de la coordination des services sociaux

Service départemental de coordination des services sociaux de la direction des affaires sociales (1948 - 1959] puis sous-direction de la coordination des services sociaux de la direction d'hygiène sociale [1960- 1968] puis service départemental de coordination des services sociaux de la sous-direction de l'action sociale de la direction générale de l'action sanitaire et sociale [1969] puis service social (1^{er} bureau) de la sous-direction de l'action sociale de la direction générale de l'action sanitaire et sociale [à partir de 1970-1977], puis 1^{er} bureau de la sous-direction de l'action sociale de la DASS de Paris (à partir de 1977).

Cotes	<i>Description</i>	<i>Dates extrêmes</i>
109W 1 - 29	Lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme et la toxicomanie.	1934 - 1981
109W 1 - 12	Organisation et coordination.	1935 - 1979
109W 1 - 2	Conseils et commissions.	1953 - 1978
109W 1	Commission des maladies mentales, représentation du département de la Seine au sein de la commission et participation aux réunions : extraits du journal officiel, convocations, procès-verbaux de réunions, rapports présentés en séance, tableaux statistiques, correspondance. <i>Cette commission est pilotée par le ministère de la Santé.</i>	1953 - 1958
109W 1	Commission médicale et technique consultative de la lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme et les toxicomanies, constitution et mise en place : arrêtés préfectoraux, délibérations du conseil de Paris, mémoire du conseil de Paris, listes des membres, notes, correspondance (1972-1975) ; réunions de la commission et des groupes de travail : ordres du jour, arrêtés préfectoraux, procès-verbaux de réunions, statistiques, correspondance (1973-1975).	1972 - 1975
109W 2	Conseil de santé mentale des circonscriptions de Paris, mise en place et suivi des réunions : ordres du jour, règlement intérieur, comptes rendus de réunion, procès-verbaux de réunions, notes, correspondance.	1974 - 1978
109W 2 - 4	Enquêtes et statistiques.	1935 - 1977
109W 2 - 3	Enquêtes ministérielles.	1968 - 1975
109W 2	Enquêtes sur l'équipement hospitalier et extra-hospitalier affecté à la lutte contre les maladies mentales et l'alcoolisme et sur la bisexualisation des hôpitaux psychiatriques, saisies et réponses des établissements relevant du département ou conventionnés avec le département : circulaires, rapports de synthèse, statistiques, notes, correspondance.	1968 - 1970
109W 2	Enquête relative à l'humanisation des hôpitaux, diffusion des instructions et réponses des établissements : circulaires ministérielles, rapports des établissements départementaux indiquant les mesures prises.	1970 - 1971

109W. Lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme et la toxicomanie (1934-1981). Lutte contre la tuberculose (1920-1982). Lutte contre le cancer (1947-1973). Réorganisations administratives et territoriales consécutives de la loi du 10 juillet 1964 (1959-1974). Coordination des services sociaux (1941-1971).

Cotes	Description	Dates extrêmes
109W 3	Enquête concernant l'application de la sectorisation conformément à la circulaire n°43 du 25 septembre 1973, saisie des établissements et éléments de réponse : circulaire, questionnaire, rapports et réponses à l'enquête, bilan annuel, tableaux des effectifs de l'équipe médico-sociale, notes, correspondance.	1973 - 1973
109W 3	Enquête relative au bénévolat dans les établissements d'hospitalisation publics en application de la circulaire ministérielle n°661 du 4 mars 1975, saisie des établissements et éléments de réponse : circulaire, notes, correspondance.	1973 - 1975
109W 3	Enquête de l'inspection générale des affaires sociales relative à la situation des équipements des secteurs psychiatriques, saisie des établissements et éléments de réponse : tableaux statistiques sur les équipements, rapport d'activités du centre d'orientation psychologique et sociale de l'année 1974, notes, correspondance.	1975 - 1975
109W 4	Statistiques.	1971 - 1977
109W 4	Réalisation de la statistique annuelle des établissements psychiatriques, diffusion des instructions relatives à la production de statistiques et de rapports annuels dans les établissements psychiatriques : circulaires, états statistiques vierges, notes, correspondance (1958-1971) ; centralisation des statistiques fournies par les établissements : statistiques annuelles, correspondance (1975-1977). <i>Concerne les statistiques des années 1975 et 1976.</i>	1958 - 1977
109W 4	Élaboration et coordination des statistiques d'hygiène mentale : états trimestriels des établissements, états trimestriels des activités du service d'hygiène mentale.	1973 - 1974
109W 5	Élaboration et coordination des statistiques en matière de lutte contre la toxicomanie : états annuels (1971-1972) et trimestriels (1974) des centres et établissements d'accueil de toxicomanes concernant les usagers de toxiques, états relatifs aux signalements reçus par la direction générale de l'action sanitaire et sociale au titre de la loi du 31/12/1970 (1971-1974), notes, rapports, correspondance (1971-1974).	1971 - 1974
109W 5	Statistiques des opérations de vaccination et de revaccination antivariolique dans les établissements psychiatriques de la Seine et des établissements départementaux d'assistance,	1971 - 1976

109W. Lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme et la toxicomanie (1934-1981). Lutte contre la tuberculose (1920-1982). Lutte contre le cancer (1947-1973). Réorganisations administratives et territoriales consécutives de la loi du 10 juillet 1964 (1959-1974). Coordination des services sociaux (1941-1971).

Cotes	Description	Dates extrêmes
109W 5	centralisation des données fournies par les établissements pour transmission au service des vaccinations de la sous-direction de l'action sanitaire : notes, correspondance. Conventionnement.	1935 - 1972
109W 5	Régime fiscal applicable aux contrats passés entre le département de la Seine avec des hôpitaux et asiles privés, définition des droits d'enregistrement : conventions, notes, correspondance.	1935 - 1961
109W 5	Conventionnement du département avec des établissements, organismes publics ou privés : extraits du journal officiel, délibérations, conventions, avenants, contrats de recherche, promesse de cession de parcelles, notes. <i>Conventions passées avec les asiles privés (Fleury-les-Aubrais, de Lorquin, d'Armentières et de Fuins-les-Sources), l'hôpital psychiatrique de Vaucluse, la SNCF, le service de santé militaire, la commune de la Queue-en-Brie, l'Association de santé mentale et de lutte contre l'alcoolisme du 13e arr., la commune de Moisselles, Le centre de cure départemental "Docteur Louis Sevestre", l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, la Faculté de médecine de Paris, Fondation Vallée et l'UER de médecine de Kremlin-Bicêtre, l'Association "l'accueil", le Centre régional de Paris pour l'Enfance et l'adolescence inadaptées.</i>	1931 - 1972
109W 6 - 11	Lutte contre les maladies mentales.	1952 - 1977
109W 6	Diffusion de la réglementation auprès des services et établissements.	1952 - 1977
109W 6	Respect du secret médical et professionnel dans les établissements psychiatriques : circulaires ministérielles, notes, correspondance (1952, 1961-1974).	1952 - 1974
109W 6	Règlementation relative au fonctionnement des établissements de santé mentale : circulaires, notes aux établissements.	1972 - 1977
109W 6	Instructions des 14 et 16 mars 1972 relatives à l'organisation de la lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme et la toxicomanie : arrêté ministériel, circulaires ministérielles, projet de convention de secteur, correspondance.	1972 - 1972

Cotes	Description	Dates extrêmes
109W 6	Élaboration de la carte sanitaire dans le domaine de la psychiatrie : textes réglementaires, éléments de réponses des établissements, correspondance (1971, 1973)	1971 - 1973
109W 6 - 9	Sectorisation psychiatrique.	1962 - 1977
109W 6	Travaux préparatoires et mise en place de la politique de sectorisation : extraits du bulletin municipal officiel, mémoires et délibérations du conseil de Paris, règlements départementaux de sectorisation, tableaux statistiques, projets de réponse aux questions soumises en séance au Conseil de Paris, procès-verbaux de réunion, plans de sectorisation dans les départements de l'Essonne, du Val-de-Marne et de la Seine-Saint-Denis, projet de convention d'intersecteur, rapports, notes, correspondance.	1962 - 1977
109W 7	Relations avec les établissements psychiatriques pour la définition et mise en place de la sectorisation : extraits du bulletin municipal officiel, tableaux représentant les secteurs de rattachement des malades, rapports des établissements, tableaux articles de presse, plans, notes, correspondance.	1968 - 1973
109W 8	Relations avec les établissements pour la mise à jour des conventions de secteur : convention-type, délibérations des conseils d'administration, tableaux concernant les augmentations prévues, tableaux de répartition des dépenses du personnel, tableaux d'effectifs du personnel, notes, correspondance.	1972 - 1977
109W 9	Mise en place et organisation des intersecteurs de psychiatrie infanto-juvénile : extraits du journal officiel, projets de délibération, délibérations, mémoires du conseil de Paris, statistiques, comptes rendus de réunions, procès-verbaux de réunions, rapports, cartes de sectorisation, documentation, notes, correspondance.	1968 - 1977
109W 9	Élaboration de la convention de l'inter-secteur de psychiatrie juvénile XI : projets de convention, conventions, correspondance avec les établissements, rapports, notes.	1975 - 1977
109W 10	Relations avec le Conseil de Paris, projets de réponses aux questions posées lors des séances du Conseil de Paris relatives à l'hygiène mentale : projets de réponses, fiches de questions écrites, notes, correspondance (1963-1975) ; résolution du Conseil de Paris tendant à la création d'un	1963 - 1977

Cotes	Description	Dates extrêmes
109W 10	établissement public regroupant les quatre hôpitaux psychiatriques de la capitale, évaluation de la faisabilité : résolution du Conseil de Paris, bulletin municipal officiel, comptes rendus de réunions à l'Inspection générale du ministère de l'Intérieur, procès-verbaux des commissions médicales des établissements, notes, correspondance (1975-1977).	
109W 10	Fonctionnement des hôpitaux psychiatriques départementaux, éléments de réponse aux référés formulés par la Cour des comptes et aux projets d'insertion au rapport public : arrêt de la Cour du 12 mai 1976, référés, lettres de saisine et de réponses des établissements, observations, projets d'insertion au rapport, notes, correspondance (1970-1971, 1976).	1970 - 1976
109W 10	Modalités de recouvrement des subventions accordées par l'État pour des opérations d'équipements sanitaires (hôpitaux psychiatriques, colonies familiales) : textes officiels, notes, correspondance.	1956 - 1968
109W 10	Délivrance des médicaments aux malades dans les dispensaires d'hygiène mentale, prise en charge au titre de l'aide médicale : règlements départementaux d'aide médicale, correspondance relative à l'agrément des dispensaires, notes.	1960 - 1975
109W 10	Création et conventionnement d'hôpitaux de nuit et de services d'hospitalisation à domicile, étude et mise en oeuvre : rapports, notes, correspondance.	1970 - 1974
109W 11	Assistance post-hospitalière, réflexions autour de la création de structures de réadaptation pour des malades mentaux en voie de sortie : textes officiels, rapports des établissements sur la rééducation des malades sortants, note relative aux homes post-cure et les ateliers protégés, documentation, notes, correspondance.	1942 - 1957
109W 11	Création de services libres en annexe aux hôpitaux psychiatriques de la Seine : arrêtés préfectoraux, liste des services libres, correspondance.	1959 - 1968
109W 11	Activités du service d'hygiène mentale du département de la Seine : rapports d'activités, brochure, graphiques concernant l'évolution des activités du service.	1960 - 1965

109W. Lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme et la toxicomanie (1934-1981). Lutte contre la tuberculose (1920-1982). Lutte contre le cancer (1947-1973). Réorganisations administratives et territoriales consécutives de la loi du 10 juillet 1964 (1959-1974). Coordination des services sociaux (1941-1971).

Cotes	Description	Dates extrêmes
109W 11	Lutte contre l'alcoolisme.	1948 - 1959
109W 11	Application de la loi du 15 avril 1954 pour le traitement des alcooliques dangereux pour autrui, organisation de la lutte anti-alcoolique dans le département de la Seine : réglementation, délibérations du conseil général, rapports aux conférences administratives interpréfectorales sanitaires [1956], procès-verbaux de réunions, notes, correspondance (1948-1958) ; création à l'Hôpital psychiatrique de Ville-Evrard d'une section de rééducation pour alcooliques : plans, note, correspondance (1948-1958) ; création à l'Hôpital psychiatrique de Sainte-Anne d'une section de rééducation pour le traitement des alcooliques dangereux pour autrui : décrets, extraits du bulletin municipal officiel, délibération du conseil général, notes, correspondance (1954-1956) ; signalement de dysfonctionnements dans l'hôpital psychiatrique de Villejuif : enquête relative à l'introduction de boissons alcoolisées dans l'établissement, plainte d'un assuré relative au internement arbitraire en application de la loi sur l'alcoolisme (1956, 1959).	1948 - 1959
109W 12	Lutte contre la toxicomanie.	1969 - 1979
109W 12	Organisation de la lutte contre la toxicomanie, réglementation : textes réglementaires relatifs aux dispositifs, aux médecins et établissements agréés (1969-1979) ; mise en oeuvre : rapports relatifs aux contrôles des établissements agréés en vue de cure de désintoxication, comptes rendus de réunions, éléments de réponse aux questions orales formulées devant le Conseil de Paris, notes, correspondance, documentation (1969-1973) ; participation de médecins qualifiés à des actions préventives contre la toxicomanie : notes de l'inspecteur général du service régional de l'action sanitaire et sociale de la région parisienne, réponses des médecins, rapport d'activités du médecin chef du secteur 5 (1972).	1969 - 1979
109W 12 - 28	Contrôle et suivi du fonctionnement des établissements et structures.	1934 - 1981
109W 12 - 21	Établissements psychiatriques départementaux.	1949 - 1979
109W 12 - 13	Hôpital psychiatrique puis centre hospitalier Sainte-Anne.	1967 - 1977
109W 12	Décret portant érection en établissement public, fiche de synthèse présentant l'établissement, mémoires au conseil	1967 - 1977

Cotes	Description	Dates extrêmes
	général, arrêtés de composition de la commission administrative puis du conseil d'administration, décisions, conventions, rapports sur le fonctionnement des services de l'établissement, fiches de secteurs pour l'élaboration de la carte sanitaire, comptes rendus de réunions, pré-enquête sur la sectorisation psychiatrique, livre blanc du plan directeur de l'établissement, plans, notes, correspondance.	
109W 13	Délibérations de la commission administrative puis du conseil d'administration.	1971 - 1974
109W 14 - 15	Hôpital psychiatrique Maison-Blanche.	1968 - 1978
109W 14	Décret portant érection en établissement public, fiche de synthèse présentant l'établissement, délibérations de la commission administrative puis conseil d'administration, arrêtés de compositions de la commission administrative puis conseil d'administration, fiches de secteurs pour l'élaboration de la carte sanitaire.	1970 - 1974
109W 14	Dossiers de séance du conseil d'administration : budgets, comptes administratifs, rapport de présentation des activités prévisionnelles, tableaux de bord budgétaires (1972, 1978).	1972 - 1978
109W 15	École d'infirmiers et d'infirmières de l'hôpital psychiatrique de Maison-Blanche, participation budgétaire des départements de la Seine-Saint-Denis, des Hauts-de Seine, du Val-de-Marne pour la constitution du fonds de roulement : arrêtés préfectoraux, rapport au préfet, projets de convention entre la Ville de Paris et les départements, propositions de dépenses, notes, correspondance.	1968 - 1968
109W 15	Hôpital psychiatrique de Vaucluse.	1974 - 1978
109W 15	Décret portant érection en établissement public, fiche de synthèse présentant l'établissement, délibérations de la commission administrative puis conseil d'administration, fiches de secteurs pour l'élaboration de la carte sanitaire, arrêtés de composition du conseil d'administration, notes, correspondance.	1974 - 1976
109W 15	Dossiers de séance du conseil d'administration : budgets, comptes administratifs, procès-verbal de réunion, rapport de présentation des activités prévisionnelles, tableaux de bord budgétaires (1972, 1978).	1972 - 1978

Cotes	Description	Dates extrêmes
109W 16	Établissement national de bienfaisance de Saint-Maurice puis hôpital Esquirol.	1970 - 1978
109W 16	Décret portant érection en établissement public, fiches de synthèse présentant l'établissement, arrêtés de composition du conseil d'administration, délibérations de la commission administrative puis conseil d'administration, projet de convention, procès-verbaux de la commission médicale consultative, tableaux statistiques pour l'établissement de la carte sanitaire, notes, correspondance.	1970 - 1974
109W 16	Dossiers de séance du conseil d'administration : ordres du jour, budgets, comptes administratifs, procès-verbaux de réunion, rapports financiers et administratifs (1971-1972, 1978).	1971 - 1978
109W 17	Fondation Vallée.	1974 - 1974
109W 17	Décret portant érection en établissement public, fiche de synthèse présentant l'établissement, arrêté de composition du conseil d'administration, notes (n.d., 1974).	1974 - 1974
109W 17 - 18	Institut interdépartemental Théophile-Roussel.	1972 - 1979
109W 17	Décret portant érection en établissement public, fiche de synthèse présentant l'établissement, arrêtés de composition du conseil d'administration.	1972 - 1976
109W 17	1975.	1975 - 1975
109W 18	1976, 1979.	1976 - 1979
109W 19	Hôpital psychiatrique de Chézal-Benoît.	1970 - 1976
109W 19	Décret portant érection en établissement public, fiche de synthèse présentant l'établissement, arrêtés de composition du conseil d'administration, délibérations de la commission administrative puis conseil d'administration, budgets, notes, correspondance.	1970 - 1976
109W 20	Colonie familiale puis centre psychothérapeutique de Dun-sur-Auron.	1970 - 1977
109W 20	Décret portant érection en établissement public, fiche de synthèse présentant l'établissement, arrêtés de composition de la commission administrative, délibérations de la commission	1970 - 1976

Cotes	Description	Dates extrêmes
109W 20	administrative. Dossiers de séance de la commission administrative : ordres du jour, budgets, comptes administratifs, rapports moraux et administratifs, rapports aux membres de la commission, statistiques.	1976 - 1977
109W 21	Colonie familiale puis centre psychothérapique d'Ainay-le-Château.	1970 - 1978
109W 21	Décret portant érection en établissement public, fiche de synthèse présentant l'établissement, arrêtés de composition de la commission administrative, délibérations de la commission administrative.	1970 - 1976
109W 21	Dossiers de séance de la commission administrative : ordres du jour, procès-verbaux de séance, budgets, rapports aux membres de la commission, statistiques.	1976 - 1978
109W 21	Colonies familiales d'Ainay-le-Château et de Dun-sur-Auron.	1949 - 1970
109W 21	Arrêtés préfectoraux fixant le prix de journée et rémunération journalière aux nourriciers.	1949 - 1970
109W 22	Établissements psychiatriques conventionnés.	1934 - 1972
109W 22	Asiles puis hôpitaux psychiatriques de Plouguernevel et de Saint-Rémy.	1934 - 1972
109W 22	Conventionnement du département de la Seine avec les sociétés gestionnaires des établissements, renouvellement des conventions : conventions, projets d'avenant, extraits de bulletin municipal officiel, projets de délibération, mémoires du conseil général, délibérations du conseil général, arrêtés préfectoraux, rapports concernant les avenants aux conventions, statistiques, notes, correspondance.	1934 - 1966
109W 22	Contrôle et suivi de l'asile puis de l'hôpital de Plouguernevel : extraits du bulletin municipal officiel, statistiques, procès-verbaux du conseil général, conventions, avenants aux conventions, projets de délibération, rapport concernant les conditions d'hospitalisation des malades du département de la Seine, rapports sur le fonctionnement de l'établissement, procès-verbaux de la commission de surveillance, menus, plans, notes, correspondance.	1935 - 1972

Cotes	Description	Dates extrêmes
109W 23 - 26	Maison de santé de Vieille-Église.	1934 - 1978
109W 23	Projet et création de l'établissement : extrait du bulletin municipal officiel, statuts, rapports sur le projet de construction de l'asile, projet de délibération du Conseil général, plans, devis, correspondance.	1934 - 1937
109W 23	Projet d'acquisition éventuelle de l'établissement par le département de la Seine : conventions, avenants, plans des bâtiments (1935, 1939), notes, correspondance.	1938 - 1961
109W 24	Conventionnement du département de la Seine avec la société "Maison de santé de Vieille-Église" gestionnaire de l'établissement, renouvellement des conventions : projets d'avenant, prix de journée, extraits du bulletin municipal officiel, projets de délibération, mémoires du conseil général, délibération du conseil général, rapports concernant les avenants aux conventions, statistiques, plans, notes, correspondance.	1937 - 1962
109W 25	Constitution et réunions de la commission de surveillance : procès-verbaux (1947, 1952-1972), correspondance.	1947 - 1972
109W 25	Suivi du fonctionnement : statistiques, listes nominatives des malades, fiches de secteurs pour l'élaboration de la carte sanitaire correspondance (1940-1947, 1970-1978).	1940 - 1978
109W 25	Projet d'extension des quartiers psychiatriques : conventions, avenants, plans, notes, correspondance.	1959 - 1961
109W 26 - 28	Dispensaires d'hygiène mentale, hôpitaux de jour, centres de santé mentale.	1961 - 1981
109W 26	Dispensaire de l'hôpital Laënnec, projet de transfert au 39 rue de Varenne (7 ^e arr.) : planning des travaux, devis, cahier des prescriptions spéciales, plans, notes, correspondance.	1968 - 1969
109W 26	Dispensaire d'hygiène mentale de l'hôpital international de l'Université de Paris, suivi du fonctionnement : statistiques trimestrielles d'hygiène mentale (1976-1980), comptes administratifs (1979, 1981), correspondance. <i>Les comptes administratifs de 1981 portent sur les activités du dispensaire anti-tuberculeux, le laboratoire de sérologie et le centre de médecine préventive de l'hôpital.</i>	1976 - 1981

109W. Lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme et la toxicomanie (1934-1981). Lutte contre la tuberculose (1920-1982). Lutte contre le cancer (1947-1973). Réorganisations administratives et territoriales consécutives de la loi du 10 juillet 1964 (1959-1974). Coordination des services sociaux (1941-1971).

Cotes	Description	Dates extrêmes
109W 26	Hôpital de jour pour enfants de la fondation de Rothschild, projet de transfert dans les locaux de l'immeuble de relogement (4 boulevard Auguste Blanqui, Paris 13e arr.), instruction des demandes de subventions : programme descriptif et estimatif des travaux à effectuer, projets de délibération, mémoires du conseil général, délibération du conseil général, arrêtés, propositions d'autorisation de programme, fiches de situation de travaux, contrat signé avec la caisse régionale de la sécurité sociale de Paris, rapport concernant l'octroi d'une subvention, plans, correspondance.	1963 - 1970
109W 27	Centre de santé mentale Henri Duchêne de la rue du Pont-aux-Choux et centre des Fontaines du Temple (3e arr.), contrôle des comptes soumis au conseil de Paris : projet de mémoire, mémoires, délibération du conseil de Paris, comptes administratifs, comptes de gestion, notes, correspondance. <i>Le centre de santé Henri Duchêne est composé d'un hôpital de jour et un atelier thérapeutique.</i> <i>Le centre des Fontaines du Temple comprend un service de consultation d'hygiène mentale et un hôpital de jour.</i>	1972 - 1973
109W 27	Centre de santé mentale 58 rue d'Hauteville (10e arr.), contrôle des comptes soumis au Conseil de Paris : projet de mémoire, mémoires, délibération du conseil de Paris, comptes administratifs, compte de gestion, correspondance. <i>Le centre de santé mentale comprend un hôpital de jour, un dispensaire et un atelier thérapeutique.</i>	1972 - 1975
109W 27	Centre de santé mentale 76 rue de la Colonie (13e arr.), suivi des projets d'aménagement : mémoires et délibérations du conseil de Paris, devis, estimations sommaires des travaux, rapports, arrêtés d'autorisation de travaux, plans, plans, notes, correspondance. <i>Ce centre de santé mentale abritait auparavant un dispensaire d'hygiène sociale et comprend un hôpital de jour, un centre de consultation et un foyer de post-cure.</i>	1961 - 1974
109W 27	Centres de santé mentale du 35 rue des Cévennes et des 5-7 impasse du Labrador (15e arr.), communication de pièces en vue de la dénonciation éventuelle des conventions liant la Ville de Paris et l'association Aurore : contrats, conventions, avenants aux conventions, rapports relatifs au fonctionnement des centres dans le cadre de la sectorisation de l'hygiène mentale, notes, correspondance.	1966 - 1974

Cotes	Description	Dates extrêmes
109W 28	Hôpital Marmottan. <i>Il comprend un hôpital de jour, un dispensaire d'hygiène mentale, un centre d'accueil d'orientation et de soins des toxicomanes.</i>	1970 - 1974
109W 28	Projet de convention entre la Ville de Paris et de l'AP-HP relative à l'utilisation de l'hôpital Marmottan : projets de convention, convention, projets de délibération, mémoires du conseil de Paris, délibérations du conseil de Paris, budget, notes, correspondance.	1970 - 1971
109W 28	Projet d'érection en établissement public autonome : arrêté préfectoral, budget, notes, correspondance.	1972 - 1973
109W 28	Contrôle des comptes soumis au conseil de Paris : délibérations du conseil de Paris, mémoires au conseil de Paris, comptes administratifs, comptes de gestion, correspondance.	1972 - 1974
109W 28	Centre d'accueil, d'orientation et de soins des toxicomanes puis centre médical Marmottan, création et suivi de l'établissement : rapports d'activités, mémoires du conseil de Paris, statistiques, délibération du Conseil de Paris, procès-verbal de la commission administrative, statuts, fiches de création de postes, statistiques d'activités, rapports d'étude, article de presse, notes, correspondance.	1970 - 1973
109W 29	Contrôle et suivi du fonctionnement des associations de santé mentale.	1960 - 1978
109W 29	Association santé mentale et lutte contre l'alcoolisme dans le Ve arr. : comptes rendus de réunions du conseil d'administration, comptes rendus d'assemblée générale.	1971 - 1973
109W 29	Association santé mentale et lutte contre l'alcoolisme du XIIIe arr. : conventions, statuts, procès-verbal du conseil d'administration, rapports annuel, budgets, compte administratif, comptes d'exploitation, rapports, délibération du conseil général, numéro 49 de la revue L'information psychiatrique, correspondance (1961, 1971-1974). <i>Créée en 1958, cette association gère des dispensaires dans la ville de Paris. Elle peut être subventionnée par le département pour un projet de création ou d'aménagement de dispensaire. Le département exerce cependant un contrôle financier sur les dispensaires et l'association elle-même.</i>	1961 - 1974

109W. Lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme et la toxicomanie (1934-1981). Lutte contre la tuberculose (1920-1982). Lutte contre le cancer (1947-1973). Réorganisations administratives et territoriales consécutives de la loi du 10 juillet 1964 (1959-1974). Coordination des services sociaux (1941-1971).

Cotes	Description	Dates extrêmes
109W 29	Société parisienne d'aide à la santé mentale (31 rue de Liège, Paris 8e arr.) : procès-verbaux de l'assemblée générale, liste des administrateurs de la société, bilan comptable, correspondance (1970-1971, 1974).	1971 - 1974
109W 29	Association pour la promotion des techniques médico-psycho-pédagogiques : projet de convention à l'action de secteur dans la circonscription, rapports d'activités du centre de réadaptation psychothérapique (1970-1978), notes, correspondance. <i>Fondée en 1964, l'association gère des centres de soins et notamment le centre médico psycho-pédagogique (50 faubourg Poissonnière), les hôpitaux de jour (50 faubourg Poissonnière et 20 boulevard Jourdan).</i>	1971 - 1978
109W 29	Association de soins et de prophylaxie extra-hospitaliers et de réadaptation (ASPER), participation aux réunions du conseil d'administration : ordres du jour, listes des membres, procès-verbaux de séances, plans, correspondance.	1960 - 1974
109W 29	Association d'entraide "Vivre", étude de la demande d'agrément d'un service de post-cure : correspondance.	1971 - 1972
109W 30 - 48	Lutte contre la tuberculose.	1920 - 1982
109W 30 - 48	Organisation et coordination.	1920 - 1980
109W 30 - 43	Conseils et commissions.	1949 - 1973
109W 30 - 32	Conseil de surveillance, participation aux réunions : ordres du jour, procès-verbaux de réunions, comptes rendus de réunions, arrêtés de composition des membres du conseil et de la commission de surveillance, rapports sur les projets de budget de la direction, comptes rendus d'activité de la direction, rapports soumis en séance, notes, correspondance.	1949 - 1967
109W 30	1949-1956.	1949 - 1956
109W 31	1957-1963.	1957 - 1963
109W 32	1964-1967.	1964 - 1967

109W. Lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme et la toxicomanie (1934-1981). Lutte contre la tuberculose (1920-1982). Lutte contre le cancer (1947-1973). Réorganisations administratives et territoriales consécutives de la loi du 10 juillet 1964 (1959-1974). Coordination des services sociaux (1941-1971).

Cotes	<i>Description</i>	<i>Dates extrêmes</i>
109W 33 - 43	Commission de surveillance des établissements de cure de la Seine puis de l'ex-département de la Seine, participation aux réunions : ordres du jour, arrêtés de composition des membres, procès-verbaux de réunions, projets de budget, comptes rendus de réunions, rapports d'activités des établissements, revendications syndicales soumises à la commission, notes, correspondance.	1952 - 1973
109W 33	1952-1960.	1952 - 1960
109W 34	1961-1962.	1961 - 1962
109W 35	1963.	1963 - 1963
109W 36	1964.	1964 - 1964
109W 37	1965.	1965 - 1965
109W 38	1966-1967.	1966 - 1967
109W 39	1968.	1968 - 1968
109W 40	1969	1969 - 1969
109W 41	1970.	1970 - 1970
109W 42	1971.	1971 - 1971
109W 43	1972-1973	1972 - 1973
109W 44 - 46	Établissements de cure et de préservation.	1920 - 1980
109W 44	Conventions de l'office public d'hygiène sociale avec d'autres départements pour l'accueil de malades tuberculeux du département de la Seine : registre contenant par établissement les transcriptions des conventions, des procès-verbaux de séance du conseil général, des copies ou transcription de correspondances envoyées.	1920 - 1936
109W 44	Modalités d'admission des victimes de guerre dans les établissements de cure en application de l'article 115 du code des pensions : circulaires ministérielles, arrêté ministériel du 24 mars 1960 concernant les soins gratuits aux victimes de guerre, correspondance.	1946 - 1974
109W 44	Élaboration et diffusion du règlement intérieur des établissements : règlements intérieurs, notes, correspondance.	1959 - 1964
109W 44	Programme de travaux dans les établissements à exécuter sur le fonds d'emprunt, élaboration et lancement : projets de mémoire au conseil général, mémoire au conseil général, états des travaux à réaliser, notes, correspondance avec les établissements.	1951 - 1955

Cotes	Description	Dates extrêmes
109W 45	Conversion des établissements, études des reconversions possibles : questionnaires d'enquête ministérielle complétés par les établissements, statistiques de placements, rapports au Préfet de la Seine concernant l'utilisation des établissements de cure, extraits du bulletin municipal officiel, comptes rendus de réunion, notes, correspondance.	1965 - 1980
109W 45 - 46	Statistiques d'activités.	1962 - 1980
109W 45	Statistiques annuelles établies en application de la circulaire ministérielle du 12 juillet 1965, centralisation des données fournies par les établissements : questionnaires statistiques, correspondance.	1964 - 1975
109W 45	Statistiques des placements d'adultes : statistiques mensuelles, statistiques trimestrielles, correspondance.	1962 - 1970
109W 46	Statistiques mensuelles des placements d'adultes fournis par les établissements de cure : statistiques mensuelles relatives aux effectifs, nombre de journées d'hospitalisation, mouvement des malades.	1974 - 1980
109W 46	Statistiques des placements d'enfants : statistiques mensuelles des placements d'enfants, rapports statistiques mensuels d'information.	1963 - 1971
109W 47	Dispensaires d'hygiène sociale.	1921 - 1969
109W 47	Baux des dispensaires de l'office public d'hygiène sociale, réglementation et renouvellement : extraits du journal officiel, projets de délibérations, délibérations, mémoires au conseil général, procès-verbaux de séance du conseil général, notes.	1921 - 1969
109W 47	Réorganisation des laboratoires départementaux de radiologie en vue de la création de centre d'examen complémentaires pour les dispensaires antituberculeux : statistiques, mémoire du conseil général, devis estimatifs des travaux, rapports sur l'organisation et le fonctionnement des laboratoires, plans, notes, correspondance.	1952 - 1957
109W 48	Application de la nouvelle charte de lutte antituberculeuse départementale et création des centres de phthisiologie, mise en place suite aux travaux de la commission d'études chargée d'établir un plan d'organisation de lutte antituberculeuse : rapports des membres de la commission, extraits du bulletin	1944 - 1977

109W. Lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme et la toxicomanie (1934-1981). Lutte contre la tuberculose (1920-1982). Lutte contre le cancer (1947-1973). Réorganisations administratives et territoriales consécutives de la loi du 10 juillet 1964 (1959-1974). Coordination des services sociaux (1941-1971).

Cotes	Description	Dates extrêmes
109W 48	municipal officiel, listes des établissements de cure et de préservation, listes des centres de phtisiologie, notes, correspondance (1944-1946) ; fonctionnement et suivi des placements des malades tuberculeux dans les centres de phtisiologie : décret du 12 novembre 1948 relatif à la création, l'aménagement et le fonctionnement des centres départementaux de phtisiologie, circulaire du directeur de l'hygiène sociale, statistiques des placements, correspondance (1948-1977).	
109W 48	Délivrance des carnets de traitement aux malades tuberculeux, demandes et approvisionnement aux dispensaires et établissements de soins du département de la Seine : carnet de traitement vierge, notes, correspondance. <i>Application de la circulaire du ministre de la Santé du 18 août 1959 relative à l'attribution de carnets dans les dispensaires, établissements de cure et service hospitaliers de phtisiologie de chaque département.</i>	1959 - 1970
109W 48	Aide médicale aux tuberculeux sans domicile de secours, procédure de prise en charge des frais par l'État : circulaires, arrêtés préfectoraux de délégation de signature, photographie, notes, correspondance. <i>A noter, la présence d'un sous-dossier spécifique relatif à la prise en charge des frais de séjour de malades algériens contenant 3 photographies du sanatorium Malika Gaid (Algérie).</i>	1949 - 1965
109W 48	Élaboration de la liste des réserves foncières pour les services publics sanitaires et sociaux, éléments de réponse concernant les dispensaires d'hygiène sociale et les établissements extra-hospitaliers d'hygiène mentale transmis à la sous-direction des services communs : états des équipements, comptes rendus de réunion, notes, correspondance.	1971 - 1971
109W 49 - 57	Contrôle et suivi des établissements et structures.	1923 - 1982
109W 49 - 53	Établissements de cure et de préservation.	1923 - 1982
109W 49	Sanatorium - centre de protection infantile de Bullion-Longchêne (Seine et Oise puis Yvelines).	1945 - 1977
109W 49	Fonctionnement et activités : statistiques mensuelles du nombre des entrées et des sorties, notes, correspondance (1963-1977). Plans (1945, 1948).	1945 - 1977

Cotes	<i>Description</i>	<i>Dates extrêmes</i>
109W 49	Conversion des pavillons Calmette, Guérin, Pinard en service de médecine infantile : décret portant érection en établissement public, projets de délibération, mémoires et délibérations du conseil général de Paris, notes, correspondance.	1972 - 1974
109W 49	Centre de post-cure de Groslay (Seine et Oise puis Val-d'Oise). <i>Il s'agit de l'annexe du sanatorium La Tuyolle à Taverny.</i>	1950 - 1974
109W 49	Centre de post-cure de Groslay, création et aménagement : délibérations, plans, notes, correspondance (1950-1955) ; projets d'extension : programme des aménagements, rapports d'études, plans, notes, correspondance (1962-1972). Décret portant érection en établissement public du sanatorium La Tuyolle et de son annexe de Groslay (1974).	1950 - 1974
109W 50	Sanatoriums de la Seine (comprend les sanatoriums de Belligueux et de l'Albarine) puis centre de Belligueux à Hauteville (Ain).	1932 - 1982
109W 50	Fonctionnement et activités : circulaire du directeur de l'office, règlements intérieurs des sanatoriums, rapports d'architecture, inventaires du matériel et du mobilier, listes d'acquisition de matériels médicaux et pour le personnel, états du mobilier médical, tableaux des dépenses réalisés pour les travaux, notes, plans, correspondance.	1932 - 1968
109W 50	Érection en établissement public interdépartemental et situation juridique des établissements : décret portant érection en établissement public, projets de délibération, mémoires et délibérations du conseil général de Paris, conventions, comptes rendus de réunion, rapports, correspondance, notes.	1974 - 1982
109W 51	Centre de placement familial d'Orthez (Basses-Pyrénées).	1925 - 1954
109W 51	Création et suivi de l'établissement : questionnaires, notes de présentation du centre, devis, soumissions des entreprises, rapports d'architecture, compte rendu de visite, photographies, plans, notes, correspondance.	1925 - 1954
109W 51	Préventorium du Plessis-Robinsson (Seine).	1919 - 1920
109W 51	Acceptation du don de baraquements de la Croix-Rouge américaine au profit de l'office public d'hygiène sociale du	1919 - 1920

Cotes	Description	Dates extrêmes
109W 51	département de la Seine : arrêté préfectoral, extrait du bulletin municipal officiel, projet de délibération du conseil général, mémoire du conseil général, compte rendu de réunion, correspondance. Sanatorium puis centre médical Fernand Bezançon à Saint-Martin-du-Tertre (Seine et Oise puis Val-d'Oise).	1923 - 1980
109W 51	Fonctionnement et activités : copie de l'acte d'acquisition, délibération du conseil général, fiche et notes de synthèse présentant l'établissement, photographies, plans, notes, correspondance (1923, 1948-1973).	1923 - 1973
109W 51	Conversion de l'établissement, suivi des travaux d'ouverture puis d'extension de la section de convalescence et de diététique : notes, correspondance (1970-1972) ; projet de conversion d'une section de 81 lits de tuberculeux en centre de cure médicale de 57 lits : délibération, projets de convention, plans, notes, correspondance (1966, 1972-1976) ; projet de conversion de l'aile est du bâtiment d'hospitalisation de la Forêt : statistiques, délibération, programmes de conversion, demande d'autorisation de transformation, estimations sommaires, plans, correspondance (1976-1980).	1966 - 1980
109W 52	Préventorium puis centre Lannelongue à Saint-Trojan-les-Bains (Charente-Maritime).	1954 - 1980
109W 52	Fonctionnement et activités : arrêtés préfectoraux fixant le prix de journée, rapports de visites d'inspection, statistiques relatives au nombre d'enfants présents dans l'établissement et aux activités médicales, notes de situation épidémique, brochures, correspondances relatives aux entrées, sorties et convois des enfants.	1954 - 1980
109W 52	Conversion de l'établissement et création d'une section aérium et d'une section convalescence : projets de délibération, mémoires et délibérations du conseil général de Paris, rapports, comptes rendus de réunion, plans, notes, correspondance.	1971 - 1979
109W 53	Préventorium puis centre interdépartemental de cure et de convalescence Albert Calmette à Yerres (Seine et Oise puis Essonne).	1928 - 1980
109W 53	Fonctionnement et activités : arrêtés préfectoraux fixant le prix de journée, rapports d'inspection suites à des plaintes de	1928 - 1976

109W. Lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme et la toxicomanie (1934-1981). Lutte contre la tuberculose (1920-1982). Lutte contre le cancer (1947-1973). Réorganisations administratives et territoriales consécutives de la loi du 10 juillet 1964 (1959-1974). Coordination des services sociaux (1941-1971).

Cotes	Description	Dates extrêmes
109W 53	parents, comptes rendus de visite, états des maladies infectieuses, notes de situation épidémique, correspondances relatives aux entrées, sorties, convois et transferts d'enfants, plans (1928-1948), menu, recueil rassemblant les formulaires et documents utilisés par l'établissement, programme d'une animation, brochure, dépliants.	
109W 53	Construction d'un bâtiment annexe destiné à abriter le service radiologique et les services administratifs : contrat de prêt, descriptif sommaire des travaux, délibération, devis descriptif, bordereau de prix, procès-verbal d'adjudication, permis de construire, plans.	1964 - 1967
109W 53	Conversion de l'établissement : décret portant érection en établissement public, plan, notes, correspondance.	1972 - 1980
109W 54 - 57	Dispensaires d'hygiène sociale.	1919 - 1967
109W 54	Dispensaire d'Asnières, création et fonctionnement : statistiques de fréquentation, compte rendu de l'assemblée générale de l'association d'hygiène sociale antituberculeuse, notes, correspondance.	1921 - 1934
109W 54	Dispensaire de Châtenay-Malabry, création et fonctionnement : délibérations du conseil municipal, décisions fixant les horaires de consultation, plans, notes, correspondance.	1942 - 1967
109W 54	Dispensaire de Bourg-La-Reine, fonctionnement : décisions fixant les horaires de consultation, décisions d'affectation du personnel au dispensaire, rapports d'activités, statistiques de consultations, notes, correspondance.	1919 - 1964
109W 54	Dispensaire de Clichy, fonctionnement : décisions fixant les horaires de consultation, décisions d'affectation du personnel au dispensaire, rapports d'activités, extrait du registre des procès-verbaux du conseil général, mémoire du conseil général, notes, correspondance.	1923 - 1963
109W 55	Dispensaire d'Issy-les-Moulineaux, création et fonctionnement de l'établissement : décisions fixant les horaires de consultation, délibérations du conseil général, décisions, notes, correspondance.	1950 - 1961
109W 55	Dispensaire d'Ivry-sur-Seine, création et fonctionnement : décisions fixant les horaires de consultation, plan, notes, correspondance.	1924 - 1963

Cotes	Description	Dates extrêmes
109W 55	<p>Dispensaire Louis-Guinon à Levallois-Perret, rattachement à l'office public d'hygiène sociale et fonctionnement : décisions fixant les horaires de consultation, décisions d'affectation du personnel au dispensaire, procès-verbaux du conseil général, procès-verbal du conseil de surveillance, statistiques de consultation, notes de service, correspondance.</p> <p><i>Dispensaire créé par l'association des infirmières-visiteuses de France (filiale de l'oeuvre la résidence sociale), il est rattaché à l'office public d'hygiène sociale à partir de 1920 et prend le nom de dispensaire Louis-Guinon en 1925.</i></p>	1920 - 1965
109W 55	Dispensaire de Maisons-Alfort, création et fonctionnement : projet de bail, procès-verbaux du conseil général, décisions fixant les horaires de consultation, décisions d'affectation du personnel au dispensaire, rapports d'activités, notes, correspondance	1924 - 1937
109W 55	Dispensaire de Montreuil, création et fonctionnement : décisions fixant les horaires de consultation, état des dépenses pour l'installation d'un service de laryngologie, notes, correspondance.	1920 - 1924
109W 56	Dispensaire de Montrouge, création et fonctionnement : décisions fixant les horaires de consultation, décisions d'affectation du personnel au dispensaire, rapports disciplinaires concernant des agents, notes, correspondance.	1923 - 1967
109W 56	Dispensaire de Pantin, création et fonctionnement : notes, correspondance.	1922 - 1926
109W 56	Dispensaires parisiens (88 rue de la Jonquière, 17e arr. et 37 boulevard Saint-Marcel (13e arr.)), création de centres d'examens complémentaires dans les laboratoires départementaux d'électro-radiologie à l'usage des dispensaires : rapports d'architecture, plans, devis, demande de subvention à l'État, notes, correspondance.	1957 - 1966
109W 57	Dispensaire de Pavillons-sous-Bois, création et fonctionnement : statistiques de fréquentation, délibérations du conseil général, délibérations du Conseil municipal de Pavillons-sous-Bois, rapports concernant le dispensaire, notes, correspondance.	1927 - 1967

109W. Lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme et la toxicomanie (1934-1981). Lutte contre la tuberculose (1920-1982). Lutte contre le cancer (1947-1973). Réorganisations administratives et territoriales consécutives de la loi du 10 juillet 1964 (1959-1974). Coordination des services sociaux (1941-1971).

Cotes	Description	Dates extrêmes
109W 57	Dispensaire de Romainville, création : procès-verbaux du conseil de surveillance, articles de presse, notes, correspondance.	1931 - 1958
109W 57	Dispensaire de Rosny-sous-Bois, création et fonctionnement : mémoires au conseil général, projet de délibération et délibérations du conseil général, délibérations du conseil municipal de Rosny, rapports d'inspection, rapports relatifs à l'ouverture du dispensaire, plan, notes, correspondance (1946-1952, 1960).	1946 - 1960
109W 57	Dispensaire de Vanves, fonctionnement : décisions fixant les horaires de consultation, décisions d'affectation du personnel au dispensaire, notes, correspondance. <i>Créé en 1924 par les professeurs Roux et Calmette, le dispensaire de Vanves est installé dans les locaux de l'Institut Lannelongue et dessert quatre communes : Paris, Malakoff, Clamart, Issy-les-Moulineaux.</i>	1923 - 1965
109W 58 - 60	Contrôle et suivi des associations, fondations et oeuvres privées (garantie d'emprunt, subventions).	1929 - 1979
109W 58	Association des industries électriques contre la tuberculose, demandes de garantie départementale sur des emprunts contactés pour réaliser des travaux d'extension et d'aménagement d'un bloc chirurgical pour le sanatorium du Bois de l'Ours à Briançon : conventions entre le département de la Seine et l'association, mémoires et délibérations du conseil général de la Seine, arrêtés préfectoraux, procès-verbaux du conseil d'administration de l'association, procès-verbaux de l'assemblée générale de l'association, statuts de l'association, rapports d'architecture, devis estimatifs, programmes descriptifs des travaux, rapports de trésorier de l'association, notes, plans, photographies, correspondance.	1950 - 1955
109W 58	Comité National de défense contre la tuberculose, aménagement et travaux de transformation de l'école d'infirmière et d'assistante sociale, instruction de la demande de garantie d'emprunt auprès de la Ville de Paris : statuts du comité, notice de présentation, procès-verbaux d'assemblées générales, mémoires et délibérations du conseil municipal, certificats de propriété relatifs aux terrains et immeubles appartenant au comité national, devis estimatif, projet de budget, compte d'exploitation, plans, notes, correspondance. <i>Fondé en 1916, le Comité National de Défense contre la</i>	1961 - 1966

109W. Lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme et la toxicomanie (1934-1981). Lutte contre la tuberculose (1920-1982). Lutte contre le cancer (1947-1973). Réorganisations administratives et territoriales consécutives de la loi du 10 juillet 1964 (1959-1974). Coordination des services sociaux (1941-1971).

Cotes	Description	Dates extrêmes
	<i>Tuberculose est une oeuvre privée, reconnue d'utilité publique depuis son origine.</i>	
109W 59	Association La résidence sociale, demande de subvention de l'aménagement d'un aérium jardin d'enfants à Levallois-Perret : devis, brochures rassemblant les documents présentés en assemblée générale, plans, rapports de l'architecte, correspondance.	1929 - 1931
109W 59	Oeuvre des sanatoriums maritime pour enfants, attribution de subventions départementales annuelles pour la création et le fonctionnement d'établissements de cure : formulaires de demande de subvention, états des recettes et dépenses, rapports sur le fonctionnement des établissements, rapports et bilans financiers, rapports moraux et médicaux, bulletins de l'Oeuvre des sanatoriums maritimes pour enfants, rapports administratifs de la commission de surveillance, correspondance. <i>Cette oeuvre, subventionnée par le département pour la création et le fonctionnement d'établissement de cure, gère les centres de Banyuls-sur-Mer (Pyrénées-Orientales) et de Saint-Trojan-les-Bains (Charente-Maritime).</i>	1959 - 1979
109W 60	Association Centre de transfusion sanguine (secteur sud-ouest de la région parisienne (40 rue de Boileau, 16e arr.), demande d'agrément de l'association et suivi du fonctionnement du centre : arrêtés préfectoraux, statuts, règlement intérieur, rapport moral, projets de budget, plan, notes, correspondance. <i>L'association dite "Centre de Transfusion Sanguine" a pour but d'assurer le fonctionnement d'un centre de transfusion sanguine. Le centre de transfusion sanguine ferme en 1960.</i>	1952 - 1960
109W 60	Fondation préventorium marin Louise de Bettignies (12 avenue Paul Appell, 75014 Paris), instruction des demandes de subventions départementales annuelles : statuts, arrêtés, brochures, formulaires de demandes de subventions, rapports moraux, bilans comptables, propositions d'engagement. <i>La fondation, créée en 1927, a pour but de préserver l'enfance de la contagion de la tuberculose. Elle gère un préventorium à Saint-Martin-de-Ré et une colonie de vacances à la Flotte en Ré.</i>	1954 - 1977

Cotes	Description	Dates extrêmes
109W 61 - 70	Lutte contre le cancer.	1947 - 1973
109W 61	Organisation et coordination.	1948 - 1964
109W 61	Commission technique consultative de la lutte contre le cancer, participations aux réunions : procès-verbaux de réunion, listes des membres, rapports, notes, correspondance (1959-1961, 1964).	1959 - 1964
109W 61	Organisation de la lutte contre le cancer dans le département de la Seine : extraits du bulletin municipal officiel, délibération du conseil général, procès-verbaux de la commission du cancer de la commission de surveillance de l'office public d'hygiène sociale, projets de réponse aux questions écrites, notes, correspondance.	1952 - 1957
109W 61	Création d'une chaire de cancérologie à la faculté de médecine de Paris et prise en charge des dépenses de fonctionnement : mémoires du conseil municipal, extraits du bulletin municipal officiel, délibérations et projet de délibération du conseil municipal, notes, correspondance.	1948 - 1956
109W 62 - 69	Suivi de l'Institut Gustave-Roussy.	1947 - 1973
109W 62	Établissement de la convention entre le centre anti-cancéreux de l'Institut du cancer, la fondation pour le développement de l'Institut du cancer et le département de la Seine : convention du 16 mai 1947, avenants à la convention, projets de délibérations et délibérations du conseil général, mémoires du conseil général, notes, correspondance.	1947 - 1957
109W 62	Établissement d'une convention avec le département de la Seine et la faculté de médecine de Paris en vue de la remise de terrains et immeubles en jouissance à l'Institut : projets de conventions, convention, délibérations et mémoires au conseil général, inventaires du mobilier et du matériel, notes de présentation de l'Institut, correspondance.	1962 - 1964
109W 62 - 64	Participation aux réunions du conseil d'administration : ordres du jour, procès-verbaux de réunions, documents présentés en séance, correspondance.	1960 - 1971
109W 62	1960.	1960 - 1967
109W 63	1961-1966.	1961 - 1966
109W 64	1967-1969, 1971.	1967 - 1971

Cotes	Description	Dates extrêmes
109W 65	Instruction des demandes de crédits pour l'extension et l'équipement de l'établissement : projets de délibération et délibérations du conseil général, mémoire au conseil général, mémoire et délibérations du conseil municipal, rapports au préfet, bulletin municipal officiel, plans, notes, correspondance.	1948 - 1957
109W 65	Instruction de la demande de garantie départementale d'emprunt auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'équipement des nouveaux laboratoires et d'une animalerie : délibérations de la commission administrative, mémoires du conseil général, délibérations du conseil général, conventions, devis, plans, notes, correspondance.	1961 - 1962
109W 66	Attribution de crédits pour l'extension et la modernisation des pavillons 15 et 16 : arrêtés préfectoraux, mémoire du conseil général, délibération du conseil général, plans, devis, notes, correspondance.	1959 - 1964
109W 66	Attribution de crédits pour la réalisation de travaux d'aménagement et d'extension : procès-verbal de la commission administrative de l'établissement, mémoire et délibération du conseil municipal, mémoires et délibérations du conseil général, arrêtés, plans, devis, notes, correspondance.	1959 - 1962
109W 67	Attribution de crédits pour la réalisation de travaux d'agrandissement de la cuisine et la surélévation du pavillon des internes : arrêtés préfectoraux, délibérations du conseil général, mémoires du conseil général, plans, devis, rapports d'architecte, notes, correspondance.	1961 - 1963
109W 67 - 69	Annexe du domaine La Grange la Prévôté à Savigny-le-Temple.	1955 - 1973
109W 67	Projet d'acquisition du domaine pour la création d'un centre complémentaire de traitement des affections cancéreuses : projets de délibération, délibérations du conseil général, mémoires au conseil général, délibération du conseil municipal, rapport sur le programme d'aménagement du domaine de la Grange, fiches de propositions de dépense, plans, devis, photographies, notes, correspondance.	1955 - 1957
109W 68	Établissement de la convention avec le département de la Seine pour la création d'un centre médico-diététique : projets	1958 - 1959

Cotes	Description	Dates extrêmes
	de convention, conventions, délibérations et mémoires au conseil général, notes, correspondance.	
109W 68	Établissement de la convention avec le département de la Seine pour le création d'un centre médico-diététique : projets de convention, conventions, délibérations et mémoires au conseil général, notes, correspondance.	1958 - 1960
109W 68	Instruction des demandes de crédits supplémentaires pour la création d'un centre complémentaire de traitement des affections cancéreuses : mémoires du conseil général et municipal, procès-verbal du conseil d'administration, arrêtés préfectoraux, délibérations et projets de délibération du conseil général, plan, devis, notes, correspondance.	1958 - 1959
109W 69	Attribution de crédits pour la construction de logement pour le personnel du centre médico-diététique : délibérations et projets de délibération du conseil général, plans, notes, avenant à la convention entre le département de la Seine et la société immobilière d'économie mixte du département de la Seine, compte définitif des travaux, plan au 1/500 du territoire de Nandy - château de la Grange la Prévôté (s.d.), correspondance.	1961 - 1968
109W 69	Étude de la cession éventuelle d'une parcelle de terrain de la propriété de La Grange à l'office départemental d'HLM de Seine-et-Marne : mémoire concernant la cession de parcelle, notes, rapports au préfet, correspondance.	1961 - 1961
109W 69	Projet d'acquisition d'une parcelle de terrain complémentaire par le département de la Seine pour l'extension du domaine : procès-verbal du conseil d'administration de l'établissement, rapports au Préfet de la Seine, plans, mémoire du conseil général, notes, correspondance.	1965 - 1973
109W 70	Suivi de l'Association pour le développement de la recherche sur le cancer.	1936 - 1978
109W 70	Fonctionnement : décret de reconnaissance d'utilité publique, brochures de présentation, rapports financiers (1972-1973), rapports, procès-verbaux d'assemblée générale, modification des statuts, convention, notes, correspondance (1936-1978). Litiges relatif au legs de Monsieur Ibars entre l'association pour le développement de la recherche sur le cancer à Villejuif et de la Ligue nationale française contre le cancer, attribution du legs : arrêté préfectoral, délibération du conseil	1936 - 1978

109W. Lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme et la toxicomanie (1934-1981). Lutte contre la tuberculose (1920-1982). Lutte contre le cancer (1947-1973). Réorganisations administratives et territoriales consécutives de la loi du 10 juillet 1964 (1959-1974). Coordination des services sociaux (1941-1971).

Cotes	Description	Dates extrêmes
	d'administration, notes, correspondance (1975-1976). <i>Fondation créée en 1926 reconnue d'utilité publique en 1927 gérée par un conseil d'administration dont le président est le préfet de la Seine. Elle a pour but de favoriser toutes recherches originales se rapportant à l'étude du Cancer.</i>	
109W 71 - 72	Réorganisations administratives et territoriales consécutives de la loi du 10 juillet 1964.	1959 - 1974
109W 71	Réorganisation de la région parisienne et des services préfectoraux en application de la loi du 10 juillet 1964, dossier documentaire : textes officiels, rapports relatifs à la réorganisation des directions et services, numéros 31 et 43 de la revue Seine et Paris, rapport relatif à la réorganisation des services de la direction de l'hygiène sociale, notes, correspondance.	1959 - 1969
109W 71 - 72	Dévolution des biens, droits et obligations de l'ex-département de la Seine et transformation du statut des établissements.	1964 - 1974
109W 71	Dévolution des biens aux nouvelles collectivités : procès-verbaux de remise de bâtiments construits sur des terrains n'appartenant pas au département de la Seine, liste des biens du département de la Seine qui présentent un intérêt interdépartemental [après 1964], correspondance.	1966 - 1967
109W 72	Dévolution des biens et transformation des hôpitaux psychiatriques en établissements publics : textes réglementaires, études sur l'organisation administrative et sur les établissements psychiatriques de la Seine, arrêtés constitutifs des commissions administratives des hôpitaux, listes des membres des commissions administratives des colonies, compte rendu de réunion relative aux problèmes liés à cette transformation, compte rendu de réunion du 3 mars 1973 relative à la modification de la réglementation applicable aux conseils d'administration des établissements, notes, correspondance.	1964 - 1974
109W 72	Dévolution des biens et transformation des établissements de cure et de prévention en établissements publics : textes réglementaires, mémoire au conseil de Paris, délibérations du conseil de Paris, rapports, notes, correspondance.	1967 - 1974

109W. Lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme et la toxicomanie (1934-1981). Lutte contre la tuberculose (1920-1982). Lutte contre le cancer (1947-1973). Réorganisations administratives et territoriales consécutives de la loi du 10 juillet 1964 (1959-1974). Coordination des services sociaux (1941-1971).

Cotes	Description	Dates extrêmes
109W 73 - 82	Coordination des services sociaux.	1941 - 1971
109W 73 - 75	Organisation des services sociaux.	1941 - 1971
109W 73	Fonctionnement et coordination des services sociaux de la Seine, dossier documentaire d'études et de rapports : rapport à Monsieur le secrétaire d'État sur le fonctionnement des services sociaux de la Seine (1942), rapport sur le problème de la coordination (1941), rapport sur la coordination d'information et d'action sociales dans le département (1942), rapports et articles sur la coordination des services sociaux et le rôle du service départemental de coordination (1947-1948, 1951, 1954, 1956, 1965), rapport sur le service social dans le département de la Seine (1963).	1941 - 1965
109W 74	Comités locaux de coordination des services sociaux des communes du département de la Seine, constitution et fonctionnement : procès-verbaux d'élection, procès-verbaux de réunion des comités, rapports d'inspection de la sous-direction des services sociaux de la Seine, statistiques d'activités, notes, correspondance. <i>Concernent les communes de Bondy, Bonneuil, Boulogne-Billancourt, Bourg-la-Reine, Bry-sur-Marne, Cachan, Champigny-sur-Marne, Charenton-le-Pont, Chatenay-Malabry, Châtillon-sous-Bagneux.</i>	1948 - 1967
109W 75	Statistiques relatives à la répartition des assistantes familiales dans les circonscriptions de coordination du département de la Seine : tableaux annuels.	1955 - 1957
109W 75	Organisation de conférences destinées aux assistantes sociales des services coordonnés. - Conférence sur les mésententes conjugales, relations avec l'association française des centres de consultations conjugales : texte de l'intervention "mésententes conjugales et l'avenir des enfants", bulletins trimestriel de l'association, rapport moral, correspondance (1967-1969). Conférence sur l'organisation sectorielle du service public de psychiatrie du département de Paris : acte publié (1971).	1967 - 1971
109W 75 - 82	Actions sanitaires et sociales.	1945 - 1968
109W 75 - 77	En faveur de la protection maternelle et infantile en application de l'ordonnance du 2 novembre 1945	1945 - 1968

109W. Lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme et la toxicomanie (1934-1981). Lutte contre la tuberculose (1920-1982). Lutte contre le cancer (1947-1973). Réorganisations administratives et territoriales consécutives de la loi du 10 juillet 1964 (1959-1974). Coordination des services sociaux (1941-1971).

Cotes	Description	Dates extrêmes
109W 75	Réglementation : ordonnance, arrêtés, formulaires vierges à compléter en service de PMI (1945-1946, 1960).	1945 - 1960
109W 75	Enquête sur l'application de la protection maternelle infantile par les assistantes sociales du département : rapports d'inspection dans les services coordonnés de la Seine.	1948 - 1953
109W 76	Dossier documentaire d'études et de rapports : étude relative à l'hospitalisation des prématurés (janvier 1950), guide et synthèses relatifs au rôle de l'assistante sociale chargée de la PMI (1957, 1961, s.d.), rapport sur la surveillance des femmes enceintes et des nourrissons dans le département de la Seine (1946), rapport sur la protection de l'enfance dans le département de la Seine (1952), rapport sur la PMI dans la Seine (1949), rapports ministériels sur la PMI publiés au journal officiel (1952, 1958).	1946 - 1958
109W 76	Coordination des services sociaux : études sur les conditions d'application de l'ordonnance du 2 novembre 1945 par les assistantes sociales des services coordonnés de la Seine, procès-verbal de la commission de surveillance de la sous-direction de la coordination des services sociaux, correspondances relatives à la liaison entre les assistances des services sociaux chargés de la PMI.	1951 - 1965
109W 76	Relations avec la sous-direction de la PMI de l'administration générale de l'assistance publique à Paris : notes et correspondance relatives au service social, à l'agrément et à la surveillance des nourrices, à la création d'un service de surveillance médico-sociale à domicile.	1951 - 1965
109W 76	Fonctionnement des établissements (dossiers documentaires thématiques) : circulaires, notes, brochures, statistiques, rapports d'activités, listes d'établissement, statistiques mensuelles d'activités, correspondance. <i>Concernent les établissements de placements familiaux et sanitaires(1949-1968), les crèches (1955, 1959), les garderies et jardins d'enfants (1952, 1967), les haltes garderies [1962], le lactarium [vers 1949] et le centre de guidance infantile (1959) de l'école de puériculture, les centres de stérilisation et de distribution [vers 1952], les maisons maternelles (1950, 1959), l'asile Pauline-Roland (1952-1955).</i>	1949 - 1968

Cotes	<i>Description</i>	<i>Dates extrêmes</i>
109W 77	Modalités de remboursement des visites sociales : arrêtés fixant les taux de remboursement, procès-verbal de la sous-commission de la PMI, correspondance avec l'administration générale de l'assistance publique, statistiques annuelles.	1946 - 1956
109W 77	Modalités d'application du décret du 19 juillet 1962 : procès-verbal et rapport du conseil de surveillance de la sous-direction de la coordination des services sociaux, correspondance avec l'administration générale de l'assistance publique.	1961 - 1964
109W 77	En faveur des rapatriés.	1961 - 1967
109W 77	Commission puis sous-commission consultative d'attribution de logements aux rapatriés, participation aux réunions : ordres du jour, arrêté de composition de la préfecture de la Seine, procès-verbaux de réunion, note d'information, correspondance.	1962 - 1964
109W 77	Réponses aux enquêtes sur le relogement des familles rapatriées d'Afrique du Nord : circulaires, rapports d'enquêtes, états nominatifs des familles ayant déposé une demande de relogement au fichier central des mal-logés, notes, correspondance.	1961 - 1963
109W 77	Accueil et hébergement des rapatriés d'Algérie, organisation des services d'accueil et des permanences sociales : rapports relatifs à l'accueil des rapatriés, télégrammes, notes d'organisation, listes des permanences sociales assurées par la préfecture de la Seine, 3 photographies, numéro 31 du bulletin du personnel de l'aéroport de Paris (septembre 1962), plans, notes, correspondance.	1962 - 1963
109W 77	Accueil des rapatriés de Tunisie, organisation de permanence sociale par la préfecture : circulaire ministérielle, notes d'organisation, liste des assistantes sociales pouvant assurer une permanence.	1961 - 1961
109W 77	Octroi des aides sociales et d'indemnités aux rapatriés d'Algérie en application de la loi du 26 décembre 1961 relative au rapatriement, modalités d'attribution des prestations : circulaires ministérielles, notes, correspondance.	1961 - 1967

Cotes	<i>Description</i>	<i>Dates extrêmes</i>
109W 78	En faveur des sinistrés.	1955 - 1961
109W 78	Secours aux victimes des inondations, organisation des secours : notice relative aux modalités d'exécution de secours, consignes, listes nominatives des personnes pouvant héberger des victimes, liste des établissements d'accueil dans les arrondissements parisiens, liste des restaurateurs pouvant servir des repas aux sinistrés.	1955 - 1955
109W 78	Accueil des sinistrés d'Agadir, organisation des permanences sociale par la préfecture : rapports détaillant les différents vols arrivés au Bourget, listes nominatives des assistantes sociales ayant effectué des permanences, états des permanences sociales effectuées dans les aérodromes, notes, correspondance.	1960 - 1960
109W 78	Secours aux sinistrés de Clamart et d'Issy-les-Moulineaux, organisation des secours : rapport au Préfet sur le rôle des services sociaux à l'égard des sinistrés (1er juin 1961) , listes nominatives des sinistrés, formulaires d'enquêtes sociales effectuées auprès des sinistrés.	1961 - 1961
109W 78	En faveur des populations immigrées.	1949 - 1966
109W 78	Populations nord-africaines.	1950 - 1966
109W 78	Réglementation : circulaires ministérielles (1950, 1958).	1950 - 1958
109W 78	Participation à l'enquête ordonnée par le Ministre de l'Intérieur relative aux ménages musulmans et sur les ménages mixtes de la Région parisienne, étude et diffusion des questionnaires d'enquête : bulletin d'information de la direction des affaires sociales, questionnaire vierge, compte rendu de réunion, n°191 de L'observateur aujourd'hui, correspondance (1953-1954).	1953 - 1954
109W 78	Réunion avec les partenaires sociaux du secteur relative à la protection maternelle et infantile dans les familles nord-africaines musulmanes du XVIIIe arr. : compte rendu.	1954 - 1954
109W 78	Organisation de cours populaires d'arabe dialectal par le ministère de l'Éducation nationale à destination des fonctionnaires, diffusion auprès des assistantes sociales des services coordonnés de la Seine : circulaires, brochure, correspondance.	1955 - 1956

109W. Lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme et la toxicomanie (1934-1981). Lutte contre la tuberculose (1920-1982). Lutte contre le cancer (1947-1973). Réorganisations administratives et territoriales consécutives de la loi du 10 juillet 1964 (1959-1974). Coordination des services sociaux (1941-1971).

Cotes	Description	Dates extrêmes
109W 78	Mise en place et organisation de l'aide et l'assistance spécifique, relations avec la sous-direction des affaires sociales musulmanes et diffusion de documentation auprès des assistantes sociales : brochure de présentation du service social nord-africain (1951), n°320 de Documents Nord-Africains (1958), extraits des conférences de contact, comptes rendus de réunion, correspondance (1951-1961) ; déploiement des conseillers sociaux : tableau des permanences, note de renseignements relatives aux conseillères sociales pour les affaires musulmanes, correspondance (1951-1952, 1961).	1951 - 1961
109W 78	Mise en place et organisation de l'aide et l'assistance spécifique, relations avec les associations : brochures, rapports d'activités, correspondance (1953-1966). <i>Service social familial Nord-Africain (SSFNA) : rapport d'activité du SSFNA (1954), guide de l'action sociale au bénéfice des nord-africains en métropole édité par les Études sociales nord-africaines (1953), correspondance (1953-1956). Commission d'Aide aux Nord-Africains dans la métropole : brochure intitulée "une expérience d'action sociale en faveur des travailleurs Nord-Africain" [1955] (1953-1955). Amitiés Nord-Africaine de Nanterre : rapport d'activité de 1954 (1955). Secours catholique : compte rendu d'activités en faveur des populations Nord-Africaines (1956). Entr'aide Nord-Africaine de Sannois : compte rendu d'activités en faveur des populations Nord-Africaines (1956). Amitiés africaines : correspondance présentant les activités en faveur des populations Nord-Africaines (1963). Association France-Algérie : n°14 du journal de l'association (1966), documents remis lors du colloque sur la migration algérienne en France organisé par l'association (1966).</i>	1953 - 1966
109W 78	Diffusion d'instructions relatives au rapatriement des indigents et malades nord-africains originaires d'Algérie : circulaire interministérielle et note de diffusion de la direction des affaires sociales (1950), note de la sous-direction des affaires musulmanes (1960).	1950 - 1960
109W 79	Réalisation d'enquêtes sociales relatives aux logements des familles des travailleurs étrangers et d'enquêtes sociales relatives aux naturalisations : notes (1949, 1952, 1961).	1949 - 1961
109W 79	Travailleurs africains, réunions départementales d'action sociale en faveur des travailleurs originaires d'Afrique résidant en métropole, participation aux séances coordonnées	1951 - 1964

Cotes	Description	Dates extrêmes
	par le cabinet du secrétaire général de la préfecture : procès-verbaux de réunions, documents soumis en séance.	
109W 79	Populations d'Afrique noire, enquêtes relatives aux conditions d'hébergement et de travail des populations d'Afrique noire : rapports d'enquête des assistantes sociales, fiches nominatives de signalement au service social, rapport d'enquête de la préfecture de la Seine sur la main d'oeuvre d'Afrique Noire (1963), n°526 de Documents Nord-Africains (1963), correspondance.	1960 - 1963
109W 79	En faveur des populations nomades.	1958 - 1958
109W 79	Participations aux réunions au cabinet du Secrétaire général relatives à l'aménagement du stationnement des gitans dans la région parisienne : comptes rendus ; recherches de terrains pour le stationnement des gitans : note au commissaire à la construction et à l'urbanisme pour la région parisienne, plans ; dispersion des nomades en stationnement sur les terrains vagues aux portes de Paris : note, correspondance.	1958 - 1958
109W 80	En faveur du logement.	1955 - 1967
109W 80	Relogement social, études sur les cités de transit et en HLM du département de la Seine : rapports d'études sociales menés par les assistantes sociales, correspondance.	1955 - 1963
109W 80	Relogement social, participation à l'enquête sur les populations relogées dans les immeubles sociaux de transition de la Ville de Paris et du département de la Seine menée par l'association pour le développement et l'application des sciences sociales : note de présentation de l'enquête, guide d'entretien pour les interviews, instructions pour compléter la fiche de l'étude sur les populations inadaptées, notes des services préfectoraux, rapport d'étude final "les cités d'urgence de la banlieue parisienne" (septembre 1966).	1963 - 1966
109W 80	Actions sociales menées dans les bidonvilles, enquêtes relatives aux problèmes sanitaires dans les bidonvilles de la région parisienne : rapports des assistantes sociales, compte rendu de la conférence de contact n°49 à la sous-direction des affaires musulmanes, notes, correspondance (1964-1967) ; enquêtes sociales réalisées dans les bidonvilles de Champigny, La Courneuve, Bonneuil-sur-Marne, Choisy-le-Roi, Noisy-le-Grand : rapports d'enquêtes, plannings des permanences des services sociaux, listes des terrains, comptes	1963 - 1967

109W. Lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme et la toxicomanie (1934-1981). Lutte contre la tuberculose (1920-1982). Lutte contre le cancer (1947-1973). Réorganisations administratives et territoriales consécutives de la loi du 10 juillet 1964 (1959-1974). Coordination des services sociaux (1941-1971).

Cotes	Description	Dates extrêmes
109W 80 - 81	rendus de réunions, notes de service, listes nominatives de personnes vivant dans les bidonvilles, bilan d'activités du 1er semestre 1966 de l'association Aide à toute détresse dans le bidonville de La Courneuve, coupure de presse, correspondance (1963-1967).	
	Expertise sur les programmes d'équipements sociaux.	1960 - 1969
109W 80	Préparation du 3e plan d'équipement social, participation aux travaux d'élaboration coordonné par le directeur de l'hygiène sociale : notes échangées avec le directeur départemental de la population et de l'aide sociale, listes des équipements par secteur.	1960 - 1960
109W 80	Élaboration du programme quadriennal du District de la région de Paris, contribution aux travaux du groupe de travail santé - section de l'équipement sanitaire et social : listes des membres du conseil d'administration du District, comptes rendus de réunions, rapport provisoire relatif aux équipements sociaux, rapport provisoire relatif aux équipements médico-sociaux, programme quadriennal 1962-1965 et annexes (1961-1964) ; projets de réalisation susceptibles de bénéficier d'une participation financière du District : notes, liste des centres d'hébergements et centres sociaux (1962-1964).	1961 - 1964
109W 81	Équipements sociaux dans l'îlot de rénovation Saint-Éloi (12e arr.), projet de réalisation d'un centre social : projets de convention entre la ville de Paris et le groupement foncier français pour l'édification du centre social Saint-Éloi, procès-verbaux de réunion, rapports concernant le centre social, notes, correspondance (1963-1969) ; éléments de réponse pour l'étude réalisée par la Société d'études pour le développement économique et social (SEDES) sur la problématique du groupement dans un même immeuble de divers équipements sanitaires, sociaux et culturels : réponse au questionnaire concernant le centre de coordination des services sociaux à réaliser dans l'îlot, étude pilote de la SEDES (février 1964), rapport, notes (1963-1964).	1963 - 1969
109W 82	Centralisation et diffusion d'informations.	1941 - 1967
109W 82	Relations entre le service départemental de coordination des services sociaux et les services sociaux des entreprises du département de la Seine : rapports, brochures, notes, correspondance.	1949 - 1966

Archives de Paris.

109W. Lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme et la toxicomanie (1934-1981). Lutte contre la tuberculose (1920-1982). Lutte contre le cancer (1947-1973). Réorganisations administratives et territoriales consécutives de la loi du 10 juillet 1964 (1959-1974). Coordination des services sociaux (1941-1971).

Cotes	<i>Description</i>	<i>Dates extrêmes</i>
109W 82	Relations avec le service social d'aide aux émigrants, diffusion de brochures auprès des mairies et des assistantes sociales : brochure, correspondance.	1959 - 1962
109W 82	Documentation des comités de gestion des oeuvres sociales du personnel : rapports moraux et financiers.	1941 - 1967
109W 82	Relations avec le service social des forces armées, diffusion de brochures auprès des mairies et des assistantes sociales : circulaire, formulaires vierges à compléter par les appelés, brochures d'information du service central de l'action sociale des armées (1960-1996), documentation sur la défense nationale, correspondance.	1956 - 1964
109W 82	Groupes d'études sur le travail de la femme, intervention du sous-directeur chargé de la coordination des services sociaux à la séance d'études sociale relative au surmenage féminin : liste des participants, texte de l'intervention, rapports d'observation (1955) ; participation aux études menées avec le Centre d'études et de recherches marxistes relatives aux "problèmes soulevés par la protection de la santé du jeune enfant dont la mère travaille" : comptes rendus de réunions, résumés d'intervention, notes manuscrites (1964-1965).	1955 - 1965